



RAPPORT FINAL D'EVALUATION

Lot numéro 2 : Matam



CEMOTEV
Centre d'études sur la
mondialisation, les conflits,
les territoires et les vulnérabilités



Table des matières

Avant-Propos	2
L'évaluation	2
Lot numéro 2 : Matam	3
Introduction et développement des tableaux numériques pour une éducation de qualité et des écoles ouvertes sur le monde	4
Contexte du projet	4
Observations sur le terrain	10
Présentation et analyse des critères d'évaluation et des indicateurs	16
Tableau de bonne gestion des projets et charte yvelinoise	23
Le développement du village de Polel Diaoubé.....	26
Contexte du projet	26
Observations sur le terrain	31
Présentation et analyse des critères d'évaluation et des indicateurs	37
Tableau de bonne gestion des projets et charte yvelinoise	42
Annexes	46
Documentation	46
Calendrier général de l'évaluation.....	47
Photos de la mission	48
Questionnaires.....	52

Avant-propos

I] L'évaluation

La politique « Yvelines, partenaires du développement », un programme mené par le département des Yvelines depuis 2007, s'inscrit dans la logique de l'aide publique au développement et a pour but l'amélioration des conditions de nombreux pays, essentiellement basés en Afrique.

Entre 2011 et 2015, les efforts se sont axés essentiellement dans une optique de renforcement des capacités des acteurs du développement local. Ces acteurs sont représentés par des collectivités étrangères partenaires du département et des acteurs yvelinois bénéficiant de subventions.

En 2015, le groupement d'intérêt public « Yvelines coopération internationale et développement » (YCID) a été créé à l'initiative du département et s'occupe principalement de l'animation du territoire et du soutien aux acteurs yvelinois dans un objectif d'asseoir une coopération entre acteurs privés et publics.

C'est donc dans ce contexte que le Sénégal a bénéficié de plusieurs projets répartis dans plusieurs domaines et qui trouvent tout leur sens dans une coopération décentralisée qui s'inscrit dans un processus de construction collective.

Chaque année, trois binômes d'étudiants de l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines se chargent de l'évaluation de ces projets, une opération rendue possible grâce au partenariat entre le Département et le Centre d'études sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités (CEMOTEV).

L'évaluation permet d'apprécier la valeur d'une intervention et d'identifier les écarts entre les objectifs de départ et les finalités constatées. Le regard qu'elle apporte permet d'assurer la continuité d'un projet en prenant en compte les ajustements calculés sur la base d'indicateurs et d'analyses. L'objectif de l'évaluation repose ainsi sur trois critères :

Premièrement, le contrôle de la bonne réalisation. Cela permet de voir si les actions menées sont en accord avec les objectifs, principaux et secondaires, prévus lors de la conception du projet.

Deuxièmement, le spectre d'analyse « pertinence – efficience – cohérence – efficacité » permet d'affiner l'évaluation et de vérifier la conformité du projet aux critères susnommés, tout en prenant en compte les éventuelles problématiques rencontrées sur place.

Enfin, la « Charte yvelinoise pour la qualité des projets de coopération internationale » assure la bonne conformité des opérations menées et permet de consigner un retour d'expérience, nécessaire aux futures évaluations.

II] Lot numéro 2 : Matam

Notre binôme a été sélectionné pour évaluer le lot numéro 2, regroupant deux projets dans la région de Matam :

- L'introduction et le développement des tableaux numériques interactifs pour une éducation de qualité et des écoles primaires ouvertes sur le monde
- Le développement économique du village de Polel Diaoubé

Notre mission sur le terrain s'est déroulée sur une période de neuf jours, du 9 au 19 avril 2017, avec environ trois jours passés sur chaque projet.

La région de Matam, où s'est déroulée notre mission d'évaluation, est un territoire aride, situé au nord-est du Sénégal et aux portes de la Mauritanie. Le mois d'avril coïncide avec la période sèche, qui dure six mois de janvier à juin. Les températures, qui peuvent atteindre les 45 degrés, ne facilitent pas la gestion des projets, notamment ceux liés à l'agriculture. Une donnée cruciale qui doit être prise en compte pour toute élaboration de programme de développement dans la région.



Carte de la région de Matam – Source : au-senegal.com, 2017

Introduction et développement des tableaux numériques interactifs pour une éducation de qualité et des écoles ouvertes sur le monde

I] Contexte du projet

A) Technologie et éducation, historique du Sénégal

L'historique du déploiement des technologies de l'information et de la communication au Sénégal permet de constater le changement de politique opéré par le pays. En effet, la période post-coloniale, qui s'étend sur les années 60 et 70, montre le fort niveau d'interventionnisme de l'Etat, avec de grandes mesures prises pour moderniser l'enseignement et développer la formation. A partir des années 80, les organisations non gouvernementales prennent le relai afin de soutenir les professeurs et les étudiants du pays.

Ainsi, dans les années 60, les Etats africains et les institutions internationales, dont l'UNESCO, ont rapidement pris conscience de l'intérêt que pouvaient avoir la radio ou encore la télévision dans les écoles. L'outil audiovisuel était vu comme un moyen pour former les enseignants mais également pour pallier leur absence, permettant aux enfants d'apprendre sans discontinuer.

Dans cette période de post-décolonisation, le Sénégal prend conscience de l'intérêt de ce type d'enseignement et lance une radio pédagogique, diffusant principalement à Dakar.

Les émissions se concentrent alors sur le soutien aux professeurs, avec notamment des cours de formation relatifs au français, aux mathématiques et aux sciences, qui sont encore aujourd'hui les trois matières phares du programme scolaire sénégalais.

La télévision a également été au cœur des réflexions en matière de pédagogie.

Un canal éducatif a ainsi été testé, entre 1965 et 1966, avant même l'arrivée des chaînes de télévision nationales. Toutefois, l'expérience pris fin après un an de diffusion, avant de renaître un peu plus à l'ouest, en Côte d'Ivoire, où le programme a été un véritable succès, avec un taux de scolarisation passant de 20% à 60% en l'espace de cinq ans.

Les années 70 et 80 marquent une pause dans les projets visant à démocratiser l'éducation par les technologies de la communication et de l'information. Il faudra attendre la fin des années 90 et le début des années 2000 pour assister à un regain d'intérêt, avec le développement de l'outil informatique au Sénégal. Les organisations non gouvernementales ont d'ailleurs joué un rôle important dans le déploiement de matériel et la formation des professeurs.

Cette nouvelle technologie s'individualisera ensuite peu à peu, afin de bénéficier directement aux élèves des classes concernées. Plusieurs associations ont ainsi distribué des centaines d'ordinateurs à travers le pays. L'organisation « One laptop per child » a par exemple équipé une école au sud-est de Dakar, dans le delta de Sine-Saloum.

En 2010, près de 100 ordinateurs portables ont ainsi été confiés aux élèves de l'école. Plus de trois ans après, 80% des machines étaient encore opérationnelles et utilisées par les élèves.

Très peu d'études d'évaluation ont toutefois été menées au Sénégal ou dans les autres pays d'Afrique subsaharienne concernant cette action.

Cependant, un rapport intitulé *technology and child development : evidence from the one laptop per child program*, commandé par la Banque interaméricaine de développement en février 2012, relate que le projet « one laptop per child » mené au Pérou n'a eu que peu d'effet sur le niveau de compétences fondamentales des élèves. L'usage individuel des ordinateurs semble donc assez peu efficace, ce qui entrainera quelques années plus tard le retour aux technologies incluant l'ensemble de la classe, à l'image des tableaux numériques interactifs.

B) Contexte de la prestation

1) Détails du projet

Le projet se concentre sur l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC) dans les écoles primaires de la région de Matam. Un territoire étroitement lié au département des Yvelines et à la ville de Mantes-la-Jolie, du fait des nombreux migrants qui en sont originaires et qui participent aujourd'hui à la vie associative française.

Ce programme est le fruit d'une convention signée entre la région de Matam au Sénégal et la ville de Malakoff en France ainsi que l'association pour le Développement des Echanges entre la France, le Maroc et le Sénégal (ADEFRAMS). Une opération débutée en 2011 et qui a pour but d'améliorer la qualité et les conditions d'enseignement sur l'ensemble du territoire. Cela répond à un besoin identifié par la région de Matam au Sénégal en concertation avec la ville de Mantes la Jolie, en France.

Pour concrétiser cette coopération, d'importants moyens technologiques ont été mis en place. Quatre écoles primaires ont ainsi été pourvues chaque année en kits Afrique Sankoré, fournis par l'ADEFRAMS (mais financés par la mairie de Mantes-la-Jolie), en onduleurs et en matériel Web Radio, entre 2011 et 2013 et à raison de deux exemplaires par établissement. Pour que cet équipement soit convenablement utilisé, les enseignants ont suivi une formation de quatre jours, tenue par des acteurs yvelinois.

Le projet souhaite également favoriser la coopération Nord-Sud et Sud-Sud via la mise en place d'un réseau destiné aux professeurs et passant par Internet. Cela prend en outre la forme d'un système composé d'un blog et d'une Webradio communautaire. Pour favoriser et structurer les échanges, les enseignants du Sud ont d'ailleurs créé en 2014 un organisme, l'association pour la promotion de l'éducation numérique pour tous (APENT).

Le budget du projet est de 180 312 euros, comme détaillé ci-dessous :

DEPENSES	REALISEES			
PROGRAMME GLOBAL	2012	2013	2014	Total
DEPENSES ELIGIBLES	27 625 €	33 562 €	29 193 €	90 380 €
Investissement	12 145 €	11 502 €	9 000 €	32 647 €
Investissement technique et mobilier	12 145 €	11 502 €	9 000 €	32 647 €
Accompagnement technique	15 480 €	22 060 €	16 193 €	53 733 €
Actions de formation	13 184 €	18 719 €	13 233 €	45 136 €
Actions de communication locale	2 296 €	3 341 €	2 960 €	8 597 €
Sensibilisation au développement	- €	- €	4 000 €	4 000 €
Activité spécifique en Yvelines	- €	- €	4 000 €	4 000 €
DEPENSES NON ELIGIBLES	31 550 €	37 612 €	42 331 €	111 493 €
Frais de suivi par l'acteur yvelinois	31 550 €	37 612 €	42 331 €	111 493 €
TOTAL	59 175 €	71 174 €	71 524 €	201 873 €

RECETTES	REALISEES			
PROGRAMME GLOBAL	2012	2013	2014	TOTAL
Ville de Mantes la Jolie	24 910 €	42 574 €	64 724 €	132 208 €
PARTENAIRES EN FRANCE	34 265 €	28 600 €	6 800 €	69 665 €
Département des Yvelines	12 600 €	12 600 €	6 800 €	32 000 €
MAEE	20 000 €	16 000 €	- €	36 000 €
Malakoff	1 665 €	- €	- €	1 665 €
TOTAL	59 175 €	71 174 €	71 524 €	201 873 €

Source : « Rapport final d'activités » de la ville de Mantes-la-Jolie

Comme le montre ce tableau budgétaire, le projet a été financé par la ville de Mantes la Jolie (à hauteur de 132 208 euros), le Ministère des Affaires Etrangères (36 000 euros) et la ville de Malakoff (1 665€), qui a également envoyé des formateurs sur place en 2011 et en 2012.

Le département des Yvelines a financé pour sa part 17,75% du coût total du projet, soit 32 000 euros (dont 12 303€ en investissement et 19 697€ en fonctionnement).

Les 12 écoles primaires ont été sélectionnées par la mairie de Mantes-la-Jolie en concertation avec l'inspection académique de Matam sur la base de critères bien précis :

- ❖ Disposer d'un mur blanc, afin de faciliter la projection d'images
- ❖ Être alimentée en électricité

Par ailleurs, un avantage a été accordé aux écoles situées dans les villages d'origine de migrants sénégalais installés à Mantes-la-Jolie, afin de renforcer les liens entre les deux territoires.

Les « kits Sankoré » utilisés sur place, généralement installés par les élèves en début de journée, se composent des éléments suivants :

- ❖ Un ordinateur portable
- ❖ Un rétroprojecteur
- ❖ Un stylet interactif (qui va de pair avec le capteur de mouvement)
- ❖ Des enceintes
- ❖ Le logiciel libre Sankoré

Cet ensemble permet ainsi de créer et de projeter des cours sur un tableau blanc. Les élèves peuvent interagir avec ce dernier grâce au stylet et leur attention est constamment stimulée par les images et les sons intégrés aux leçons.

Des onduleurs (matériel qui permet de pallier les problèmes de variation de l'électricité, courants dans cette région) et le matériel Web Radio blog ont également été livrés aux bénéficiaires du projet.

La formation des enseignants et le déploiement de ces technologies (tableaux numériques, internet...) bénéficient aussi, bien évidemment, aux élèves des différentes classes concernées.

2) Formation

L'ensemble des enseignants de la région de Matam concernés par le projet, soit 24 personnes, a eu le droit à une série de formations, entre 2011 et 2013.

Les premières d'entre-elles ont été dispensées par des acteurs yvelinois, Antonio Da Silva et Fabrice Merie, respectivement animateur multimédia et chef de projets service informatique de la ville de Mantes-la-Jolie ainsi que par des agents de la ville de Malakoff. L'organisation des séances a été assurée sur le terrain par l'ADEFRAMS.

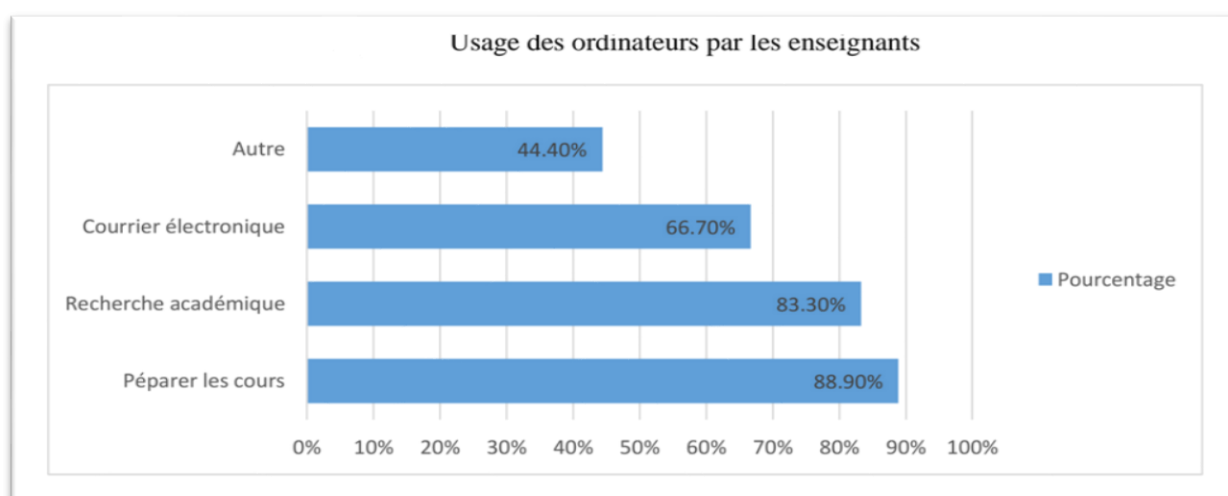
Elles concernaient notamment, comme le montre le graphique en page suivante, les initiations à l'usage des TNI, de la webradio et de la plateforme e-learning.

FORMATIONS TNI - Web radio - E-learning								
DAECT	Crédits 2011		Crédits 2012		Crédits 2013			TOTAL
Dates	19-23 sept 2011	5-9 avr 2012	6-13 mai 2012	3-7 déc 2012	23-27 sept 2013	2 et 3 Déc 2013	23/02 - 01/03	
Lieu	DAKAR	DAKAR	DAKAR	MATAM	DAKAR	MATAM	DAKAR	
Objet	TNI	TNI	WEB RADIO	TNI	TNI + e-learning	TNI + e-learning	TNI + Web radio + e-learning	
Formateurs MLJ	A. Da Silva + Malakoff	A. Da Silva	A. Da Silva + NR	A. Da Silva + Malakoff	F. Merie	F. Merie	F. Merie	
Formations	sep-11	avr-12	mai-12	déc-12	sep-13	déc-13	fév-14	7
Participants	9	7	15	12	13	4	10	70

Source : « Rapport final d'activités » de la ville de Mantes-la-Jolie

Suite à ces formations, le relai a été pris par Omar Faye, directeur de l'école d'Agnam Lidoubé, l'une des écoles visitées dans le cadre de cette évaluation. Ce dernier organise, chaque mois, une journée de formation avec ses collègues bénéficiaires, au sein des écoles concernées par le projet. Les enseignants bénéficiaires se réfèrent à lui en cas de problème d'usage ou technique.

Le rapport final de Rajwane Kafrouni et Yempabe Tambila, deux étudiants en master 2 ETADD à l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines Paris-Saclay, rédigé en 2016 présente les résultats de la formation des enseignants, notamment en analysant leurs pratiques dans le domaine de l'informatique.



Graphique tiré du « rapport final » rédigé par Rajwane KAFROUNI et Yempabe TAMBILA, master 2 ETADD, 2016

Leur étude montre que les professeurs utilisent très largement l'ordinateur du kit Sankoré pour préparer les cours (88,90% d'entre eux).

Les autres éléments viennent en complément de la préparation des leçons. En effet, les recherches académiques et les échanges par courriers électroniques sont autant de moyens pertinents pour améliorer ou ajuster des cours déjà existants, téléchargés depuis la plateforme Sankoré. La mention « autre » n'est pas détaillée dans le rapport. Cela concerne peut-être l'utilisation de l'ordinateur à des buts personnels ou ludiques.

3) Objectifs du millénaire pour le développement

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du millénaire pour le développement. Au nombre de huit, ces derniers ont été adoptés en 2000 à New York dans le cadre de la « Déclaration du millénaire » de l'Organisation des Nations Unies.

Chaque œuvre humanitaire peut répondre à un ou plusieurs objectifs, dont voici la liste complète :

OMD 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim
OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous
OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes
OMD 4 : Réduire la mortalité infantile
OMD 5 : Améliorer la santé maternelle
OMD 6 : Lutter contre les grandes pandémies
OMD 7 : Assurer un environnement durable
OMD 8 : Mettre en place un partenariat durable

Le projet porté par la ville de Mantes-la-Jolie s'aligne spécifiquement sur l'objectif numéro 8, qui vise entre autres à ce que les avantages des nouvelles technologies soient accordés à tous.

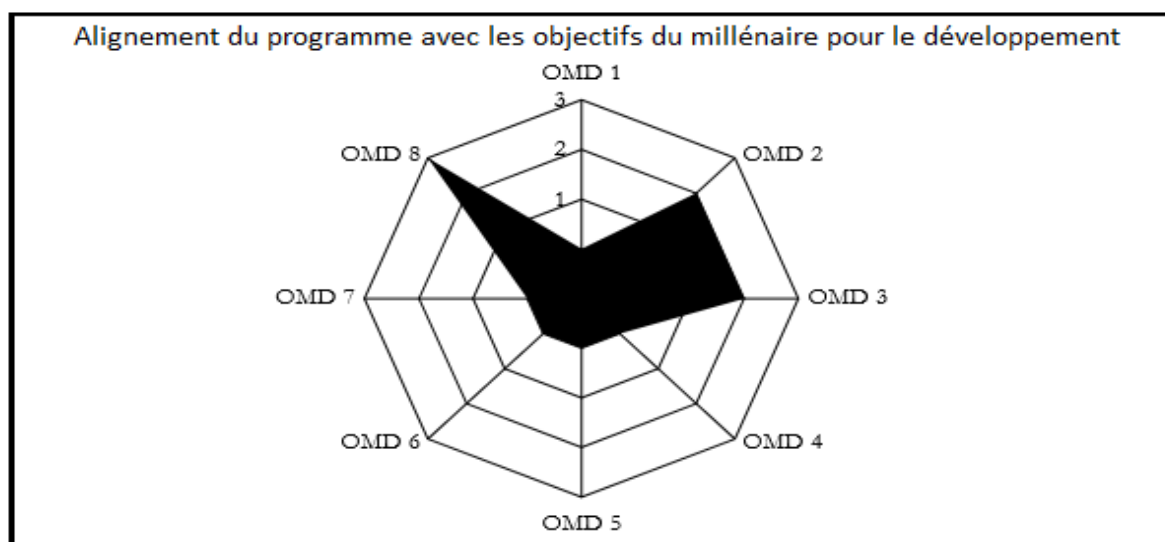
Son contexte (développer les nouvelles technologies dans les écoles primaires, et par là même faire bénéficier aux écoliers et aux écolières un enseignement de qualité) permet également à ce projet d'atteindre un certain degré de contribution dans le cadre de deux autres objectifs :

OMD 2 : Assurer l'éducation pour tous
OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes

Les programmes financés par le département des Yvelines sont en effet tenus de répondre aux exigences des OMD, en retenant notamment les indicateurs proposés par le document « *Les Yvelines pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement* » (voir le tableau ci-dessous)

Cible	Indicateur retenu	Source des données	Valeur de l'indicateur avant début du programme (sur la zone concernée)	Valeur de l'indicateur visée à l'issue du programme	Valeur de l'indicateur fin 2014
OMD 8	Nombre d'écoles équipées	Propre au projet	0	12	12
	Nombre d'écoles connectées à Internet	Propre au projet	0	12	12

Source : « Rapport final d'activités » de la ville de Mantes-la-Jolie



Source : « Rapport final d'activités » de la ville de Mantes-la-Jolie

Le graphique ci-dessus résume toute la portée du projet, avec un « degré maximal » de contribution pour l'OMD numéro 8 et un « degré 2 » pour les OMD numéros 2 et 3.

4) Préparation de la mission sur le terrain

En vue de notre mission sur le terrain, nous avons pu rencontrer le porteur de projet, la ville de Mantes-la-Jolie, représentée ici par Nadège Racagel, chargée de mission au service des relations internationales, coopération décentralisée et jumelages.

Deux réunions, la première dans les locaux de l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines et la seconde à la mairie de Mantes-la-Jolie, nous ont permis d'en apprendre plus sur le projet. Notre interlocutrice nous a entre autres dressé un historique détaillé du programme, donné des éléments de contexte ainsi qu'une liste de contacts locaux.

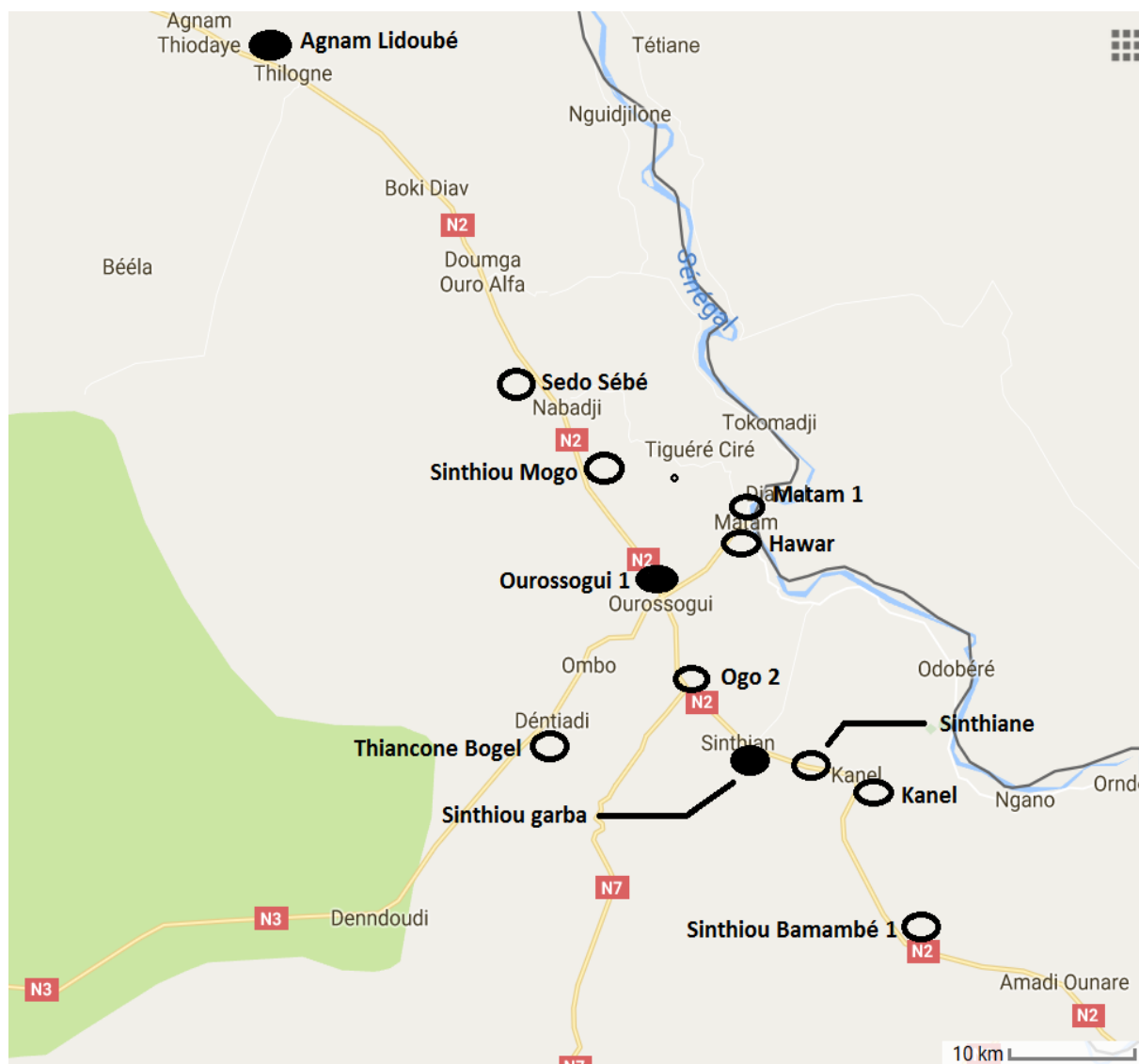
Nadège Racagel s'est également montrée très réactive par email, tout au long du projet, en apportant des réponses claires et précises au moindre de nos questionnements.

Notre mission sur le terrain s'est déroulée du 9 au 19 avril 2017, avec notamment trois jours passés dans les écoles ciblées au préalable, du 12 au 14 avril.

Notre travail d'évaluation a été également possible grâce à l'existence de nombreux rapports, rédigés par les porteurs du projet, l'YCID ou encore d'autres évaluateurs, et dont la liste exhaustive se trouve dans les annexes du présent dossier.

II] Observations sur le terrain

A) Avant-propos



Carte des douze écoles primaires équipées entre 2011 et 2013 dans la région de Matam – Les trois écoles avec un cercle noir sont les écoles visitées - Source : Google Map, 2017

Trois écoles, Agnam Lidoubé, Ourosogui 1 et Sinthiou Garba (voir la carte ci-dessus) ont été visitées dans le cadre de notre évaluation, les mercredi 13, jeudi 14 et vendredi 15 avril, suivant le chronogramme ci-dessous :

Heure	Activité
De 9 heures à 10 heures	Entretien avec le directeur de l'école
De 10 heures à midi	Présentation de deux cours différents sur tableau numérique
De midi à 13 heures	Entretiens avec les professeurs et les élèves
Après 13 heures	Repas avec l'équipe pédagogique

Ces écoles ont été choisies selon plusieurs critères :

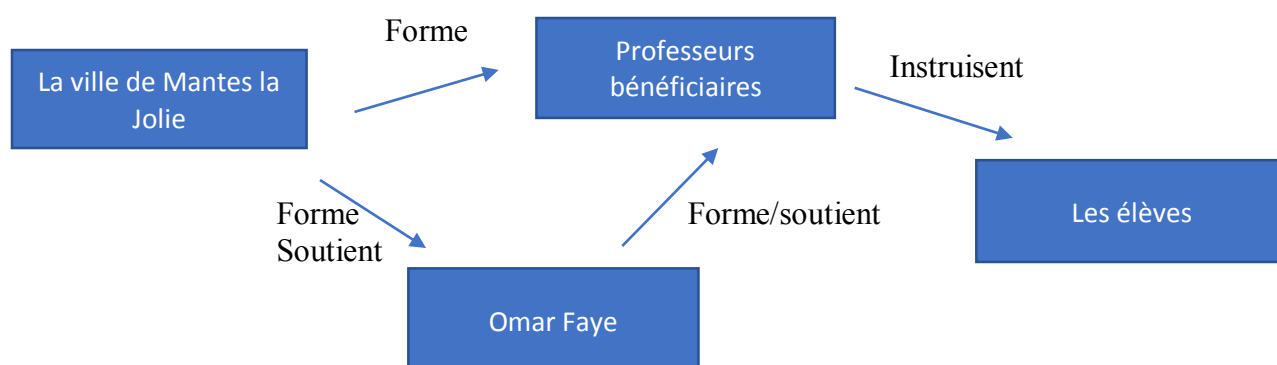
- ❖ La chronologie du projet : le programme s'étend sur trois ans, et nous avons choisi un établissement par année de déploiement, Agnam Lidoubé en 2011, Sinthiou Garba en 2012 et Ourosogui 1 en 2013.
- ❖ Leur proximité géographique, afin d'optimiser le temps de transport entre les différentes destinations. Agnam Lidoubé fait exception, mais il était nécessaire de visiter cette école primaire (voir le point numéro 3).
- ❖ La présence d'Omar Faye à Agnam Lidoubé, qui est probablement l'acteur local le plus impliqué dans le projet.

Les acteurs et les bénéficiaires avec lesquels nous nous sommes entretenus, en France et au Sénégal, sont listés dans le tableau ci-dessous :

Acteur	Rôle	Contact
Nadège Racagel	Porteur du projet et chargée de mission à la mairie de Mantes-la-Jolie	01.34.78.80.49
Omar Faye	Directeur de l'école d'Agnam Lidoubé et contact privilégié	Fayeomar7897@yahoo.fr
Amadou Oumar Diallo	Directeur de l'école Ourosogui 1	Amoumar1998@yahoo.fr
Amadou Baro Sarr	Professeur à l'école de Sinthiou Garba	patochfl@yahoo.fr
Pape Moussa Mbaye	Professeur à l'école d'Agnam Lidoubé	Papemoussa-mbaye@yahoo.fr
Abdourahim Thiam	Professeur à l'école d'Agnam Lidoubé	thiamabdourahim@gmail.com
Mody Faye	Professeur à l'école d'Ourosogui 1	Mofaya2006@outlook.com
Adama Sow	Professeur à l'école d'Ourosogui 1	Adama.sow94@yahoo.fr
Hamidou Moassou Diaw	Professeur à l'école de Sinthiou Garba	Diawhamidou00@gmail.com
Ousmane Wade	Directeur de l'école de Sinthiou Garba	/
Boury Ngam	Professeur à l'école d'Agnam Lidoubé	/
Ndiaye El Hadji Mbacké	Professeur à l'école d'Agnam Lidoubé	/

En outre, nous avons également pu discuter du programme avec 24 élèves de tous niveaux, dont dix à Agnam Lidoubé, sept à Ourosogui 1 et sept à Sinthiou Garba.

Interaction entre le porteur de projet et les bénéficiaires directs :

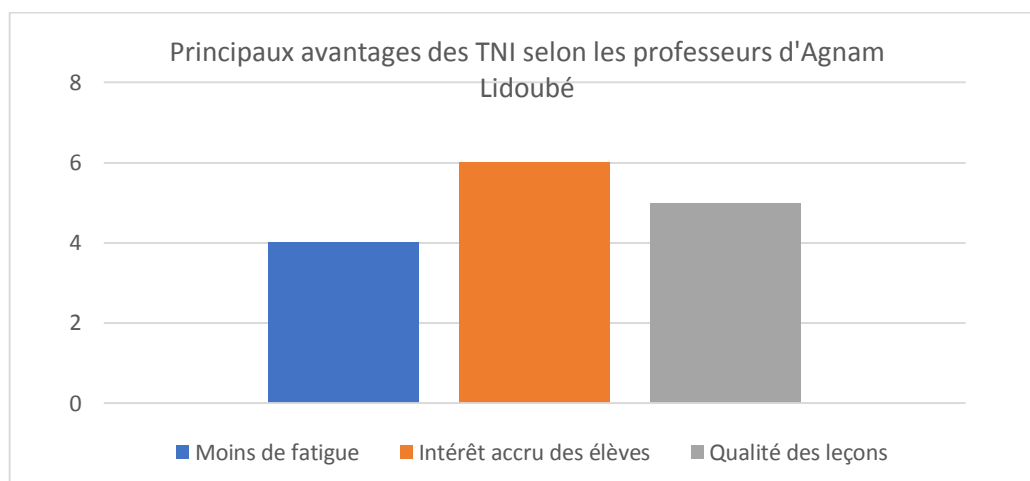


B) Agnam Lidoubé

L'école d'Agnam Lidoubé, au nord de la région de Matam, est le premier établissement que nous avons visité lors de notre mission d'évaluation, le mercredi 12 avril.

Omar Faye, le directeur, est l'un des premiers bénéficiaires à avoir été formé, en 2011. Il a depuis participé à la formation de l'ensemble de son équipe enseignante et reste très impliqué dans le projet. En effet, il organise mensuellement des réunions de formation, dans les écoles concernées par le programme, et se tient à la disposition des autres bénéficiaires en cas de problème technique ou de questionnement. Cet acteur, indispensable au projet, participe aussi à l'expansion du logiciel libre Sankoré en publiant des cours qu'il a lui-même conçu et en ajoutant des ressources pédagogiques qu'il juge pertinentes. Tous ces ajouts profitent aux autres professeurs bénéficiaires du projet, dans la région de Matam mais aussi partout où le programme informatique est utilisé. Sa motivation et son implication dans le projet ont d'ailleurs attiré l'attention du ministère de l'éducation nationale, qui souhaiterait le faire venir travailler à Dakar pour gérer le programme Sankoré sur l'ensemble du pays.

Les six professeurs de son école sont formés à l'usage des tableaux numériques interactifs, et tous évoquent un gain de temps considérable par rapport à l'ancienne méthode, qui consistait à écrire ou dessiner à la craie sur les tableaux noirs.



Graphique élaboré sur la base des entretiens effectués auprès des six enseignants de l'établissement, en réponse à la question : Quels sont les principaux avantages des TNI ? – 2017

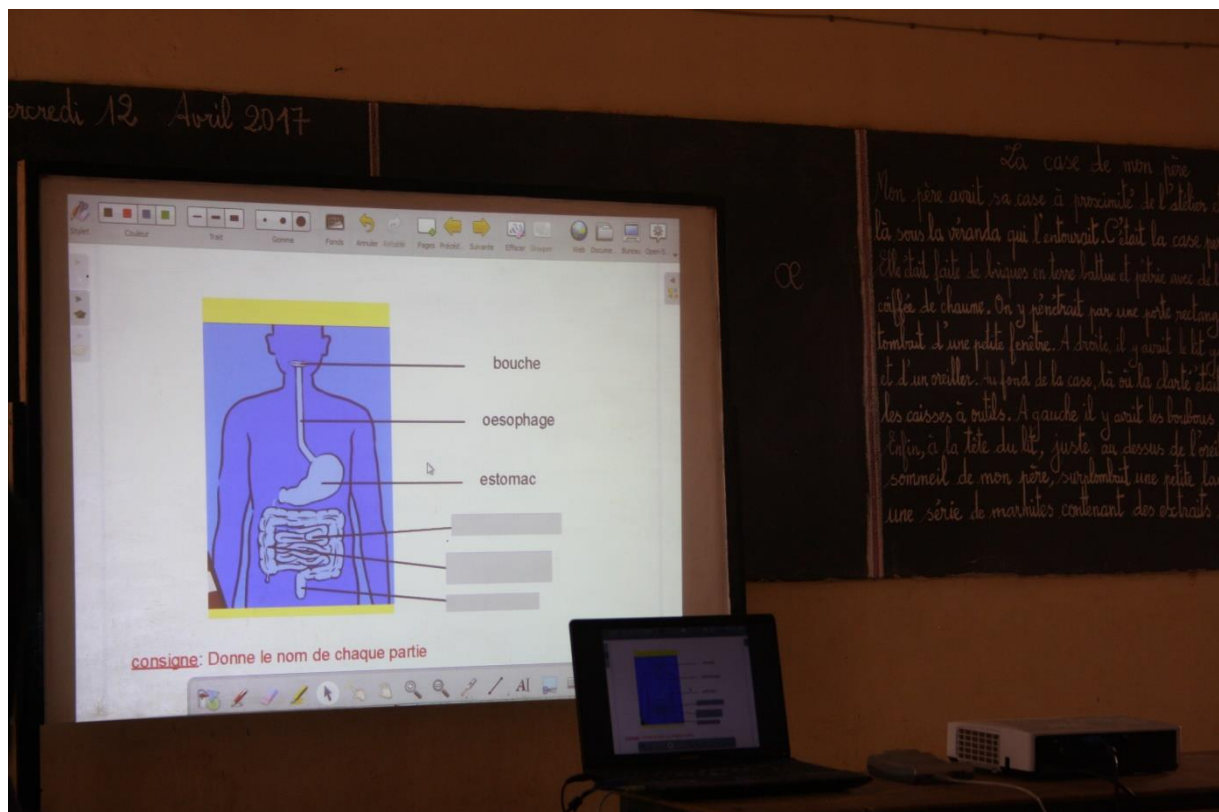
Le revers de la médaille, toutefois, concerne le nombre de kits Sankoré disponibles. En effet, l'école ne dispose que de deux kits, et les six professeurs doivent donc s'organiser en conséquence.

Omar Faye a également établi une règle assez simple : le dernier professeur formé a la priorité absolue sur l'un des deux kits, afin de pouvoir s'entraîner et développer ses compétences tout au long de l'année. Ce même professeur devra à son tour former un éventuel nouveau venu, afin de compléter sa formation.

Une façon de fonctionner unique, qui n'existe pas dans les autres établissements visités, mais qui a fait ses preuves : en 2007, 52% des élèves réussissaient l'examen de fin de primaire. En 2013, deux ans après l'arrivée des tableaux numériques, l'école présentait un taux de réussite de 100%, et ce malgré la hausse significative des effectifs (83 écoliers en 2005, environ 150 en 2011 près de 250 en 2017).

L'augmentation du nombre d'élèves sur les six dernières années montre également l'engouement des familles pour cette école. En effet, l'enseignement au Sénégal est gratuit mais pas obligatoire, poussant certains foyers, dans ce pays à très forte majorité musulmane, à « placer » leurs enfants dans des écoles coraniques.

Certains parents d'élève ont ainsi fait le choix d'inscrire leur enfant dans l'école d'Agnam Lidoubé, au détriment d'établissements plus proches géographiquement, afin de les faire bénéficier d'un enseignement de qualité et de les sensibiliser très tôt à l'usage des nouvelles technologies. Les parents sont d'ailleurs conviés chaque trimestre par l'équipe pédagogique afin d'assister, sur tableau numérique, à la présentation des résultats obtenus par leurs enfants. Une utilisation originale du matériel qui permet d'impliquer directement certains bénéficiaires indirects (les parents) au programme.



Les TNI permettent d'illustrer simplement certains concepts qui peuvent paraître abstraits à l'oral, à l'image du fonctionnement du système digestif (CdA, école d'Agnam Lidoubé, 2017)

L'école d'Agnam Lidoubé est également le seul établissement visité à utiliser la plateforme d'échange, installée par le porteur de projet afin de favoriser la coopération et la discussion entre des instituteurs de Mantes-la-Jolie et leurs homologues de Matam.

Le projet de Webradio, toutefois, créé afin de rapprocher les enseignants Sénégalais dans une relation dite « Sud-Sud » n'est pas utilisé.

C) Ourossogui 1

L'école d'Ourossogui 1, située dans la partie ouest de ce grand carrefour commerçant qu'est la ville d'Ourossogui, est un établissement où sont inscrits pas moins de 773 élèves (lors de l'année scolaire 2016-2017).

La « surpopulation » de cette école réduit l'efficacité générale des tableaux numériques interactifs. En effet, seules deux salles de classe en sont équipées, bénéficiant ainsi à près de 85 élèves, soit à peu près 12% de l'effectif total de l'établissement.

Les écoliers du primaire sénégalais ont, comme la plupart des élèves français, une salle de classe attitrée.

Il n'y a donc pas de « roulement » entre les différents groupes afin de profiter des TNI.

Contrairement à l'école d'Agnam Lidoubé, deux professeurs seulement sont formés à l'utilisation des TNI et la circulation du matériel de classe en classe reste donc impossible.

Le sureffectif de cette école réduit considérablement l'efficacité du projet, avec un impact pour le moment inexistant sur le taux de réussite aux examens, qui oscille entre 30 à 50% selon les années et sans qu'une tendance nette s'en dégage.

Les élèves ne bénéficient ainsi, sur l'ensemble de leur parcours en école primaire, que d'une seule année d'enseignement sur tableau numérique. Mody Faye, enseignant de CM1 et formé à l'usage des TNI, a toutefois choisi de suivre sa classe l'an prochain, en CM2, afin de pouvoir leur faire bénéficier de cette technologie sur deux années consécutives, et d'espérer avoir ainsi un impact positif sur leurs notes à l'examen final.

Les écoliers des deux classes concernés (une classe de Cours d'Initiation, ou CI, l'équivalent de la grande section de maternelle en France, et une classe de CM1) ainsi que leur professeur sont toutefois très satisfaits du projet. Comme à l'école d'Agnam Lidoubé, les élèves se sentent plus concernés par les cours et les enseignants notent le recul de la fatigue et la qualité des ressources mis à leur disposition par le logiciel libre Sankoré.

Les enseignants formés de l'école d'Ourossogui 1 n'utilisent toutefois plus la plateforme d'échange. En cause, selon eux, du faible (voire inexistant) débit de la connexion internet sur le site, qui ne permet pas de naviguer correctement.

La plupart des Sénégalais naviguent sur un internet grâce aux données mobiles, fournies par leur opérateur téléphonique. Très peu d'entre-deux disposent d'une connexion WIFI, rendant l'utilisation de programmes élaborés (et nécessitant une connexion internet) très compliquée.

D) Sinthiou Garba

L'école de Sinthiou Garba, située à quelques kilomètres au sud d'Ourossogui, présente les mêmes caractéristiques que l'établissement d'Ourossogui 1. Avec 524 élèves lors de l'année scolaire 2016-2017, l'école dispose d'un effectif relativement élevé et des salles de classes accueillant jusqu'à 45 écoliers, contre les groupes de 25 à Agnam Lidoubé.

L'analyse du projet dans cette école peut être comparée à celle faite pour Ourossogui 1. Seuls deux classes sur l'ensemble de l'établissement bénéficient de la technologie des TNI et le déploiement du programme n'a pas eu d'effet notable sur les résultats à l'examen de fin d'étude du primaire. Des problèmes liés à internet sont également à noter, empêchant par la même l'utilisation de la plateforme d'échange et de la webradio.

Les deux professeurs formés, Hamidou Moassou Diaw et Amadou Baro Sarr, n'ont toutefois que des remarques positives vis-à-vis du projet en lui-même, et espèrent pouvoir l'étendre à d'autres classes dans les années à venir. Ce dernier est d'ailleurs un acteur local important du projet. Au même titre qu'Omar Faye, il est en effet capable de résoudre certains problèmes techniques et de venir en aide à ses collègues.



Les deux professeurs de l'école de Sinthiou Garba, Amadou Barro Sarr, à gauche, et Hamidou Moassou Diaw, à droite, posant avec des élèves de CM1 – CdA, Sinthiou Garba, 2017

III] Présentation et analyse des critères d'évaluation et des indicateurs

A) Présentation des critères d'évaluation

Le tableau ci-dessous présente les critères d'évaluation que doit respecter notre évaluation.

Critère d'évaluation	Indicateurs	Source de vérification
Pertinence	❖ Accès à internet ❖ Accès à l'électricité	- Enquêtes - Visite sur le terrain - Observation - Questionnaires
Cohérence	❖ Présence de la relation Sud-Sud, Nord-Sud	- Enquêtes - Visite sur le terrain
Efficacité	❖ Nombre d'écoles équipées ❖ Nombre d'enseignants formés et maîtrisant les TIC ❖ Evolution des notes des élèves ❖ Changement visible des pratiques suite à l'arrivée des TIC	- Enquêtes - Visite sur le terrain - Observations - Registre de notes
Efficience	❖ Absence d'écart entre les dépenses annoncées et les factures	- Factures - Rapport final d'activité - Observations

B) Analyse des indicateurs

1) Pertinence

La pertinence mesure tout le degré de satisfaction entre les objectifs des programmes mis en place et les attentes des bénéficiaires du territoire cible. Cette partie de l'analyse sera ainsi basée en partie sur des indicateurs non chiffrés, tenant de la perception générale et/ou particulière des bénéficiaires interrogés.

L'accès à internet n'a pas été suffisamment pris en compte lors de l'analyse initiale de l'environnement. En effet, le débit reste faible, voire inexistant, et empêche les enseignants de naviguer pendant les heures de cours, dans le but de télécharger des fichiers utiles pour la leçon ou de lancer des vidéos. Cet indicateur est pertinent vis-à-vis de l'objectif du millénaire pour le développement numéro 8, qui prévoit un accès facilité à la population aux technologies de l'information et de la communication

L'accès à l'électricité a quant à lui bien été pris en compte. C'était d'ailleurs l'une des conditions pour qu'une puisse être équipée en kit Sankoré. Selon nos observations et les entretiens que nous avons passés, les écoles équipées ont toutes accès à un réseau électrique stable, leur permettant de bénéficier du matériel. Cet indicateur est pertinent vis-à-vis du même objectif du millénaire pour le développement que celui mesurant l'accès à internet. Il s'intègre également dans le Plan Sénégal Emergent, qui vise à poursuivre le déploiement du réseau électrique dans les zones périphériques du pays.

2) Cohérence

La cohérence s'intéresse à la relation entre les différents partis (du porteur de projet aux bénéficiaires, en passant par les partenaires financiers) et à la bonne application des valeurs promulguées par le projet, depuis la communication jusqu'à son application effective sur le terrain. Il faut également éviter que les différentes structures opérant sur une même opération ne se court-circuitent, en favorisant la notion de complémentarité.

La présence de la relation Sud-Sud et Nord-Sud jouit d'un bilan mitigé. La coopération Sud-Sud est effective, avec la création de nombreuses formations incluant des bénéficiaires directs mais aussi des professeurs qui n'étaient, à l'origine, pas impliqués par le programme.

La plateforme d'échange, qui favorise la coopération Nord-Sud et le développement d'un échange Sud-Sud via la création d'une webradio reste toutefois peu utilisée, en raison d'une connexion internet au débit trop faible sur l'ensemble des sites.

Cela freine également l'utilisation optimale de l'outil, car les professeurs ne peuvent télécharger durant le cours d'éventuels éléments manquants ou de compléments.

3) L'efficacité

L'efficacité décrit la réalisation des objectifs, en calculant l'écart (s'il existe) entre ce qui a été prévu à l'origine et les résultats atteints.

Ce critère d'évaluation est sans doute le plus simple à analyser, car il repose sur une comparaison entre les objectifs initiaux et la réalisation effective, et ce à travers le prisme d'indicateurs facilement chiffrables.

Le nombre d'écoles équipées est ainsi en adéquation avec les chiffres avancés. Entre 2011 et 2013, 12 écoles (Agnam Lidoubé, Sinthiane, Thiancogne Boguel, Sinthiou Mogo, Ogo 2, Ourossougui 1, kanel 1, Sinthiou Bamambé, Sédo Sébé, Matam 1, Sinthiou Garba 1 et Halwar) ont été équipées, et le sont toujours à l'heure actuelle. Cela représente 24 kits Sankoré.

Le nombre d'enseignants formés et maîtrisant l'utilisation des TIC est sans doute la plus grande réussite du projet. Les premiers enseignants formés, dont Omar Faye, forment aujourd'hui de nombreuses personnes, dans la région de Matam mais aussi ailleurs au Sénégal, notamment à Dakar.

Chaque mois, une réunion est organisée par ses soins afin de réunir et d'échanger avec les autres professeurs bénéficiaires du projet. Cette véritable coopération Sud-Sud a permis la formation de près de 320 enseignants depuis 2011 sur l'ensemble du pays, soit bien plus que les estimations faites par le porteur de projet, qui était de huit enseignants par an.

Les professeurs bénéficiaires bénéficient d'abord d'une formation sur deux jours, afin d'apprendre les rudiments de l'utilisation des kits Sankoré. Mais l'apprentissage se fait sur la durée avec, comme dit précédemment, des réunions mensuelles.

Omar Faye reste également très disponible et prend souvent sur son temps libre pour répondre aux éventuelles questions de ses collègues.

L'évolution des notes des élèves est très positive dans l'établissement de Monsieur Faye, situé à Agnam Lidoubé. Comme l'indiquent nos observations, rédigée ci-avant dans la partie éponyme de cette partie, 52% des élèves réussissaient l'examen de fin de primaire en 2007, contre 100% en 2013, deux ans après l'arrivée des TNI dans les salles de classe.

Les deux autres écoles visitées, en raison de problèmes de sureffectif, ne sont pas parvenus à de tels résultats.

La présence des TNI n'a pas eu d'effet notable sur les résultats à l'examen final. Une expérience menée par l'un des professeurs, Mody Faye, basée sur le suivi d'un même groupe d'élèves sur deux ans a débuté récemment. Il faudra toutefois attendre 2018 pour avoir les résultats de son travail.

Le changement des pratiques est bien visible suite à l'arrivée des technologies de l'information et de la communication au sein des classes. En effet, les professeurs concernés préparent dorénavant les cours sur l'ordinateur, à l'aide du logiciel libre Sankoré. Omar Faye et les 6 enseignants de son établissement utilisent également la plateforme de communication afin d'apprendre, grâce aux échanges de procédés avec des professeurs français, de nouvelles techniques d'enseignement. Les enseignants des deux autres écoles visitées n'utilisent pas la plateforme pour correspondre, mais composent tout de même leur cours via le logiciel Sankoré (celui peut être utilisé hors-ligne) en se basant sur les connaissances acquises lors de leur formation initiale. Les observations confirment que le projet a bien été approprié par les différents bénéficiaires.

D'un point de vue logistique, les salles de classe ont également été réaménagées, avec l'installation, sur le mur, d'un espace blanc favorisant la diffusion des images. L'organisation des tables, autour de cet espace, a également été aménagée en conséquence dans chacune des écoles visitées.

1) L'efficacité

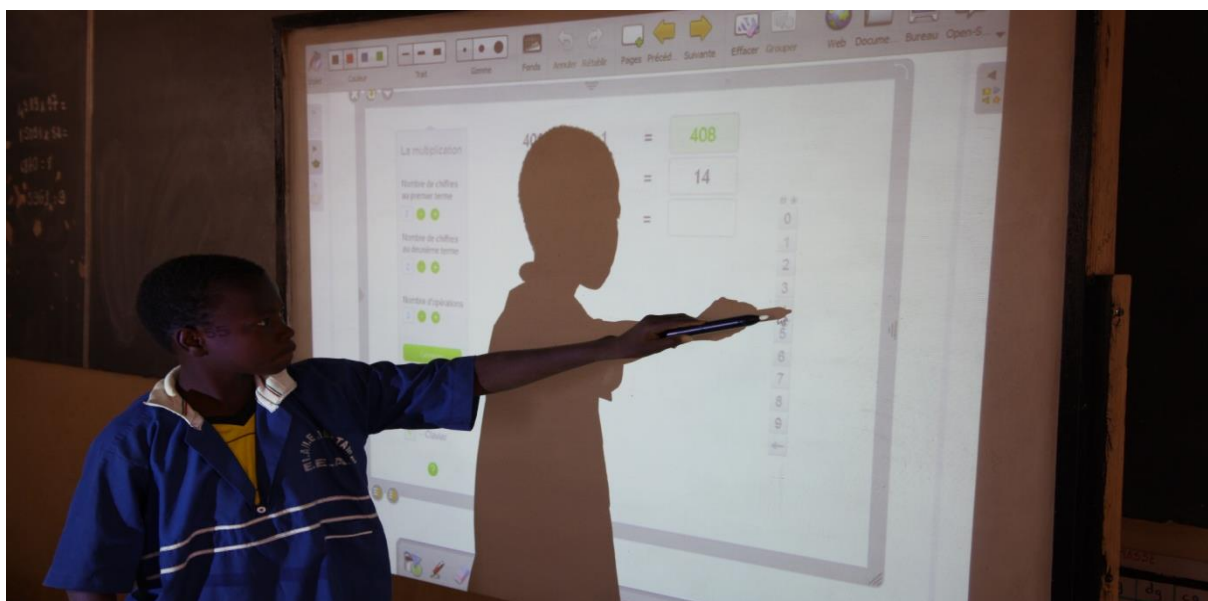
L'efficacité concerne l'utilisation rationnelle des moyens mis à disposition. En d'autres termes, la recherche constante de la solution économique la plus avantageuse.

L'absence d'écart entre les dépenses annoncées et les factures révèle que l'ensemble du matériel a pu être acheté grâce au budget prévu initialement, s'élevant à 32647 euros. La somme accordée par le Département des Yvelines est difficile à tracer, car diluée dans l'enveloppe globale. Mais la bonne gestion financière du projet permet de rendre compte d'une gestion avisée du budget.

2) Pérennité

Le projet semble pérenne, avec une forte appropriation des bénéficiaires. Matériellement parlant, quelques détails restent à régler, comme le montre l'indicateur suivant.

Le matériel est réparé, mais pas changé en cas de dysfonctionnement. En effet, Omar Faye et Amadou Barro Sarr sont en mesure de pallier la plupart des problèmes techniques, mais les acteurs locaux ne bénéficient d'aucun recours en cas de panne définitive de l'un des appareils. L'inspection académique et la région de Matam, qui sont associées au projet de manière « morale » de par leur rôle de consultant dans l'établissement du programme et des visites qu'elles rendent ponctuellement aux écoles, n'ont toutefois pas les fonds pour financer un éventuel changement de matériel. Or, le matériel s'use rapidement, comme illustré page 22 par l'une de nos photos, ce qui peut mettre en danger la pérennité du projet sur le moyen et long terme.



Un élève de CM1 de l'école d'Agnam Lidoubé tente de résoudre des équations sur tableau numérique.
(CdA, école d'Agnam Lidoubé, 2017)

3) Cadre logique du projet

Finalité globale : Améliorer la qualité et les conditions d'enseignement dans la région de Matam						
Objectifs	Résultats attendus	Résultats observés	Indicateurs	Activités	Moyens	Constat
Poursuivre la mobilisation des moyens humains initiée en 2011	Les enseignants et le corps de l'éducation de la Région de Matam sont investis, mobilisés et organisés en réseau	Les enseignants sont formés et investis	Nombre d'enseignants investis et mobilisés (24)	Identification et mobilisation des enseignants volontaires par la région de Matam et l'inspection académique	53 733 € Dont 19 697 € financés par l'YCID	L'objectif de formation est atteint
Former et renforcer les capacités d'utilisation des Tableaux Numériques Interactifs (TNI) des bénéficiaires de la région, et celles des professeurs de N'Gogom pour la poursuite de la démarche de mutualisation et d'extension du réseau Sud-Sud, coopérative élargie pour l'échange de pratiques, de contenus, et la cohérence des enseignements.	Les enseignants sont autonomes dans l'utilisation des tableaux numériques interactifs et capables de transmettre leur savoir à leurs collègues Constitution d'un réseau Sud-Sud, coopérative élargie pour la mutualisation des pratiques et contenus	Les enseignants sont formés à l'utilisation des TNI et sont en mesure de former à leur tour les prochains bénéficiaires Le réseau Sud-Sud existe mais le faible voire l'absence de début internet empêche sa bonne utilisation	Nombre d'enseignants formés à l'utilisation des kits (24) Nombre d'enseignants préalablement formés ayant assuré la formation d'au moins un collègue (6) Vérification de l'existence et du réseau Sud-Sud : existe, mais peu utilisé	Formation des enseignants de Matam à l'utilisation des Kits Sankoré Formation locale assurée par des enseignants de Matam		Les enseignants bénéficiaires ont à leur tour participé à la formation de leurs pairs, mais la plateforme d'échange et de coopération est très peu utilisée

Objectifs	Résultats attendus	Résultats observés	Indicateurs	Activités	Moyens	Constat
Equiper en TNI quatre écoles par an à raison de deux salles de classe par établissement	Les salles de classe des enseignants formés sont équipées et fonctionnelles	Les 24 salles de classe sont équipées, l'équipement est fonctionnel	Nombre de classes équipées de tableau numérique interactif (24) Nombre de kits Sankoré encore utilisés (24)	Achat des kits Sankoré auprès du fournisseur du programme Achat des onduleurs et matériel informatique et vidéo Acheminement des kits à Matam La maintenance informatique et technique est assurée	37 650 € Dont 12 303€ financés par l'YCID	Le matériel est disponible et fonctionnel. Des questions subsistent toutefois autour de son renouvellement
Etendre l'utilisation des TIC pour les échanges entre les enseignants et les écoliers du Nord et du Sud mais aussi Sud-Sud par la création d'une Webradio blog pédagogique et communautaire	Les écoles de la région de Matam et celles de la Ville équipées en TNI sont en correspondance via un site internet Webradio blog, les enseignants sont mieux formés.	La Webradio existe mais le faible voire l'absence de débit internet empêche sa bonne utilisation	Nombre d'écoles connectées via le site internet Webradio Blog (≤24)	Identification des écoles et enseignants de Mantes volontaires pour la mise en place des échanges Nord-Sud et Sud-Sud Création des séquences pédagogiques et formation à l'utilisation des logiciels Web media Mise en relation et soutien des enseignants au niveau pédagogique et informatique	4000 €	La Webradio est très peu utilisée, en raison de l'accès difficile au réseau internet

4) Conclusion et recommandations

Sous le prisme d'un ensemble d'indicateurs répondant aux critères de l'analyse pertinence/cohérence/efficacité/efficience, ce projet semble être pérenne, avec un déploiement des appareils efficaces, une cercle vertueux de la formation et la recherche constante de la réduction des coûts d'entretien.

Toutefois, cela ne doit pas occulter les limites du projet, avec notamment l'équipement de deux classes seulement par établissement, réduisant dans les écoles les plus fréquentées l'efficacité des kits Sankoré.

En effet, en prenant l'exemple de l'école d'Ourossogui 1, seuls 88 élèves sur 773 (en 2017) ont pu être initiés à l'utilisation des nouvelles technologies. Cela rompt d'une certaine manière l'égalité des chances au sein d'un même établissement, avec d'un côté des élèves bénéficiant d'un apprentissage ludique et concret, et de l'autre une majorité d'élèves suivant la méthode d'enseignement classique.

Selon nos propres observations, le projet gagnerait à augmenter le nombre de kits Sankoré et de professeurs formés au sein des établissements déjà équipés, plutôt que de continuer à toucher de nouvelles écoles. En effet, le nombre réduit d'ordinateurs pose des problèmes de logistique sur les petites structures (comme à Agnam Lidoubé) où tous les enseignants sont formés et sont contraints de s'organiser dans l'utilisation des kits.

Cela pose des problèmes encore plus conséquents dans les écoles aux effectifs plus larges, comme à Ourossogui 1 ou à Sinthiou Garba. Outre la jalousie, qui peut s'installer entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires, un fossé peut être amené à se creuser entre les professeurs utilisant les kits et les autres.

Si l'accès à internet n'est pas du ressort direct du porteur de projet, ce dernier reste toutefois important afin de pouvoir utiliser de manière optimale le matériel sur place. Peut-être faudrait-il associer à ce projet d'autres actions humanitaires, si elles existent, favorisant le déploiement d'internet à un débit convenable dans les régions périphériques du Sénégal.

Enfin, les singularités géographiques et climatiques de la région de Matam, située aux portes du Sahara, usent le matériel de manière rapide. Le sable et la poussière, notamment, s'infiltrent dans les machines et réduisent fortement leur durée de vie, comme le montre la photo ci-dessous.



Les appareils s'usent rapidement à cause du sable et de la poussière (CdA, école d'Agnam Lidoubé, 2017)

IV] Tableau de bonne gestion du projet et Charte yvelinoise

Le tableau ci-dessous liste les trois principaux objectifs du programme, comme définis dans le pré-rapport de mission livré en mars 2017.

Il permet notamment d'observer l'évolution des objectifs étape par étape et de dresser des conclusions générales grâce à l'écart, s'il existe, entre le rapport final et la visite sur le terrain que nous avons effectuée.

Introduction et développement des TIC pour une éducation de qualité				
	Dossier initial	Rapport final	Visite de terrain	Écart entre le rapport final / visite terrain
Equiper quatre écoles par an en tableau numérique interactif, à raison de deux classes par établissement	Quatre écoles vont être équipées annuellement en 2011, 2012 et 2013	12 écoles sont équipées	12 écoles ont bien été équipées	Objectif atteint : 12 écoles ont été équipées entre 2011 et 2013
Former huit enseignants par an à l'usage des technologies de l'information et des communications via l'usage de Kits Sankoré.	Vingt-quatre enseignants vont être formés sur la période 2011-2013	Les vingt-quatre enseignants sont formés comme prévu initialement	320 enseignants ont été formés depuis 2011, notamment par des enseignants de la région de Matam précédemment formés	Objectif largement dépassé
Mettre en relation les professeurs entre eux, et instaurer une relation Nord-Sud et Sud-Sud via la création d'un réseau composé d'un blog et d'une Webradio	Création d'une plateforme d'échange sur internet et d'une webradio	La plateforme est créée et fonctionnelle	La plateforme est fonctionnelle mais très peu d'enseignants l'utilisent	Objectif partiellement atteint : La plateforme est disponible mais peu utilisée

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
1- Connaître l'environnement					
La conception du projet a-t-elle tenu compte des documents nationaux de politique sectorielle ?				X	
Le projet a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?				X	
L'acteur yvelinois a-t-il tenu compte des habitudes et comportements locaux dans la conception du projet ?	X				L'acteur yvelinois a su prendre en compte les habitudes et à former les locaux
2- Clarifier le besoin					
Le besoin auquel le projet répond vous paraît-il clairement établi et pertinent ?	X				Le besoin avait été clairement identifié
Les bénéficiaires directs ont-ils été bien identifiés au départ ?	X				Ce projet a identifié les bénéficiaires et en a consulté certains dans sa conception
Ces bénéficiaires directs ont-ils été consultés dans la conception du projet ?	X				
3- Proposer un service					
Les coûts de fonctionnement et de maintenance du projet ont-ils été pris en compte dans le cadre de la conception du projet ?			X		La maintenance est principalement assurée par les bénéficiaires
Le financement des coûts de fonctionnement du projet est-il bien intégré et permet-il un fonctionnement adéquat ?			X		Réparation : entraide locale Remplacement : Porteur de projet
Le gestionnaire du projet à l'issue de l'intervention de l'acteur yvelinois est-il bien identifié ?	X				La gestion locale du projet est assuré par Omar Faye, avec succès

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
4- Adapter la réponse					
Le coût de fonctionnement du projet vous paraît-il adapté aux capacités contributives locales ?	X				
Selon vous, existait-il d'autres façons de répondre au besoin ? Si oui, ces façons ont-elles été étudiées ?				X	
5- Partager les responsabilités					
Les rapports entre l'acteur yvelinois et le gestionnaire local ont-ils été définis clairement et précisément dans une convention ?	X				Le gestionnaire local dispose de responsabilités définies de manière claire et précise, et les applique efficacement
Les responsabilités du gestionnaire local vous semblent-elles claires ?	X				
Si d'autres intervenants ont des responsabilités dans la mise en œuvre du projet, leur rôle vous paraît-il correctement défini ?				X	
6- S'appuyer sur les ressources humaines					
Les compétences techniques du gestionnaire vous semblent-elles correspondre aux responsabilités qu'il exerce ?	X				Celui-ci est en mesure de régler les problèmes et dispose de contacts efficaces si le soucis s'avère ardu
Les actions de formation prévues dans le projet ont-elles été suffisantes ?	X				Même au delà des attentes
La sensibilisation des bénéficiaires vous paraît-elle suffisante ?	X				Le bénéficiaire est devenu premier ambassadeur du projet
7- Respecter les autorités					
Le projet a-t-il obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires ?				X	
Les autorités locales ont-elles été correctement associées à la mise en œuvre du	X				Les autorités ont été informées

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
8- Savoir innover					
Les technologies nouvelles introduites par le projet vous semblent-elles maîtrisées par le gestionnaire local ?	X				Le gestionnaire est reconnu par les bénéficiaires comme la personne la plus compétente du projet
La modification des comportements sociaux induite chez les bénéficiaires par le projet vous semble-t-elle durable ?	X				Les bénéficiaires se voient mal revenir à l'ancienne méthode
9- Renforcer l'impact local					
Les achats ont-ils été réalisés auprès des fournisseurs locaux ?				X	
La valorisation du projet auprès des populations vous semble-t-elle avoir été faite de façon appropriée ?	X				Certaines familles choisissent les écoles équipées au détriment d'établissements plus proches
10- Réunir les conditions préalables					
Les titres de propriété sur les terrains et les infrastructures vous semblent-ils correctement établis ?				X	
Les contributions locales attendues pour le financement du projet ont-elles bien été mobilisées ?				X	
11- Gérer avec rigueur					
Avez-vous pu consulter la comptabilité spécifique au projet ?	X				cf : Rapport initial et final du projet
Le gestionnaire local tient-il aujourd'hui une comptabilité claire et séparée ?		X			Le gestionnaire local n'a pas d'emprise sur quelconque budget
Les justificatifs que vous avez pu consulter vous semblent-ils adéquats et sont-ils correctement archivés ?	X				(a confirmer)
12- Valider la pérennité					
L'acteur yvelinois est-il revenu sur le terrain à l'issue du projet pour en faire le bilan ?	X				Au moins une fois depuis 2011
Les conditions de pérennisation de ce projet vous paraissent-elles réunies ?			X		Les équipements s'usent vite

Le développement du village de Polel Diaoubé

I] Contexte du projet

A) L'agriculture au Sénégal

Un regard approfondi sur les politiques agricoles menées au Sénégal depuis le siècle dernier nous renseigne sur les multiples tentatives enclenchées en vue d'amorcer un développement efficace de l'agriculture.

Frappé de plein fouet par la pauvreté et confronté aux problèmes de malnutrition, le Sénégal a pris conscience, très tôt, de la nécessité d'asseoir une structure solide en vue de soutenir efficacement le secteur agricole.

En effet, le pays a consenti, dès son indépendance en août 1960, à des efforts colossaux afin de diversifier sa production agricole et sortir ainsi d'une agriculture céréalière déficitaire et de la monoculture d'exportation de l'arachide, vestiges des programmes agricoles lancés par les colons.

D'une économie agricole encadrée (1958 - 1964) à une politique de relance des infrastructures avec un développement local (1997 à nos jours) en passant par des programmes de décentralisation et de spécialisation des zones agro-pastorales (1965-1979), toutes les politiques ont en commun la remise en cause de l'économie de traite grâce à des programmes permettant de diversifier la production.

Cela passe notamment par la mise en place d'une organisation de base du développement qui s'appuie sur la formation de techniciens agricoles pour accompagner les paysans et la mise en place de coopératives.

Ces dernières années, l'Etat du Sénégal a engagé une réorientation profonde de ses politiques et stratégies pour le développement du secteur agricole et la réduction de la pauvreté des ménages.

Le pays est notamment soutenu dans cette tâche par des acteurs étrangers, grâce au système de la coopération décentralisée.

Développé dans les années 70, ce concept découle du « jumelage », une opération qui vise à rapprocher culturellement deux ou plusieurs villes issues de régions ou de pays différents. Rapidement, des actions concrètes se sont mises en place, permettant grâce au transfert de compétence et à des levées de fond de développer l'économie des territoires les plus vulnérables.

C'est le cas du village dont les projets sont évalués dans ce présent rapport, Polel Diaoubé, dans la région de Matam.

Ce dernier a pu bénéficier des financements et du savoir-faire du département des Yvelines et de la ville de Mantes-la-Jolie grâce aux actions menées par sa diaspora, aujourd'hui intégrée et impliquée dans la vie locale associative yvelinoise.

B) Description du projet « Développement économique de Polel Diaoubé »

Diverses statistiques et études montrent que les zones rurales du Sénégal souffrent de multiples problèmes. Entre une pauvreté qui avoisine les 58 %, un chômage endémique, un accès précaire aux services les plus rudimentaires (73% des ménages sont privés d'électricité) et une migration qui ne cesse de prendre de l'ampleur, les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Polel Diaoubé, un village rural de la commune d'Orkadiere (région de Matam) ne déroge pas à la règle. En effet, frappés par une pauvreté extrême et des conditions climatiques dures, ses quelques 5000 habitants - dont 3000 personnes de sexe féminin pour environ 450 ménages – sont tentés de migrer vers les pôles économiques du pays, voire à l'étranger.

Les activités principales du village tournent autour de l'agriculture, un travail traditionnellement mené par les hommes et dont le rendement est soumis aux aléas du climat et des saisons. Les femmes s'occupent d'autres activités, souvent peu rémunératrices, à l'image de la couture ou de l'entretien des tresses de cheveux.

Oumar Barry, un ancien habitant du village et résidant à Mantes-la-Jolie depuis le début des années 90, a ainsi développé un projet d'aide humanitaire afin de multiplier les sources d'alimentation et de donner une activité rémunératrice (en termes de revenu financier) aux femmes.

Dynamiser l'économie locale permettrait en outre d'affaiblir les phénomènes de l'exode rural et de l'immigration des hommes adultes, constatés depuis plusieurs années. Cela participerait également à l'émancipation des femmes, principales bénéficiaires des formations techniques distillées dans le cadre des projets de développement.

Ce projet se découpe en trois programmes :

Le premier concerne l'installation d'une exploitation agro-piscicole, dont le coût s'élève à 17 500 €, et qui bénéficierait dans un premier temps à 150 femmes et à 65 hommes puis à l'ensemble des 4000 habitants que comprend le village de Polel Diaoubé.

Le second programme opère l'extension du périmètre maraîcher du village à 30 hectares de zone cultivable aménagés et clôturés. La gestion du site est confiée à une coopérative nouvellement créée comprenant 150 personnes (pour un budget cette fois-ci s'élevant à 329 826 €, financé en grande partie par la banque ouest africaine de développement). Il a comme finalité le développement de la production agricole locale et la génération d'emplois et de revenus pour les femmes et les jeunes du village.

Ces deux actions sont menées par l'association pour le développement du village de Polel Diaoubé (ADPD).

Enfin, le troisième programme, impulsé par l'association Thioassane Ngawlaagu, souhaite développer l'aviculture et l'arboriculture au sein de la commune (pour un coût de 21 005 €). Il est géré par trente-trois personnes du village, réunies au sein d'un G.I.E dénommé Dental Bantaare. L'objectif du programme est le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ainsi que l'amélioration des revenus et des conditions de vie des femmes en vue de leur autonomisation. L'YCID participe au financement du projet à hauteur de 8365 euros.

Tableau récapitulatif du budget des programmes de Polel Diaoubé :

Nom du projet	Coût en euros	Dont YCID
Aviculture et arboriculture	21 005 €	8364 €
Projet de pisciculture	17 500 €	12 500 €
Extension du périmètre maraicher	329 826 €	12 500 €
L'ensemble des projets	368 331 €	33 364 €

L'YCID a ainsi financé 9,05% du budget total de l'ensemble des programmes de Polel Diaoubé.

En outre, deux des trois projets ont inclus la participation de jeunes yvelinois, afin de favoriser les rencontres et de sensibiliser les populations des pays développés à l'aide au développement.



Des enfants du village de Polel Diaoubé, devant la maison d'Oumar Barry – CdA - 2017

C) Objectifs du millénaire pour le développement

Le projet intervient dans un contexte de politique économique marqué par le Plan Sénégal Emergeant (PSE), qui vise notamment à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Son objectif général est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux.

Le Sénégal a adopté, en septembre 2000, avec 190 pays « la déclaration du millénaire », qui met l'accent sur un partenariat international porté par une vision partagée de développement humain durable.

Cette déclaration comprend huit objectifs déclinés en dix-huit (18) cibles et quarante-huit (48) indicateurs, dont voici la liste :

OMD 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim
OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous
OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes
OMD 4 : Réduire la mortalité infantile
OMD 5 : Améliorer la santé maternelle
OMD 6 : Lutter contre les grandes pandémies
OMD 7 : Assurer un environnement durable
OMD 8 : Mettre en place un partenariat durable

Si les rapports que nous avons pu lire (rapport initial, bilans d'activités) ne détaillent pas explicitement la relation entre le projet et les OMD, il ressort clairement que ces trois programmes visent spécifiquement le premier objectif, à savoir la réduction de l'extrême pauvreté et la faim.

Le périmètre des objectifs peut s'élargir et apporter une contribution conséquente à d'autres objectif, dont :

- L'OMD 3 : « Promouvoir l'égalité des sexes », grâce aux activités créées pour les femmes.
- L'OMD 4 : « Réduction de la mortalité infantile »
- L'OMD 5 : « Amélioration de la santé maternelle »

D) Mission sur le terrain

Notre mission d'évaluation tient sur la base de nos observations et des indicateurs que nous avons pu relever sur le terrain, mais aussi des informations obtenues en amont, dans le cadre de réunions ou d'échange de mails. Ces dernières sont issues essentiellement de documents fournis par Monsieur Omar Barry, dont la liste est détaillée dans la partie « Annexes » et des entretiens avec Madame Racagel, chargée de mission à la mairie de Mantes-la-Jolie.



Localisation du village de Polel Diaoubé. Source : Seneweb.com

Pour préparer notre mission d'évaluation, deux réunions ont été organisées. La première à l'université de Saint-Quentin en Yvelines le 31 janvier, et la seconde le 24 février à la mairie de Mantes-la-Jolie. Les deux rencontres nous ont permis d'acquérir de nombreux éléments relatifs à l'historique du projet et une liste de contacts locaux.

Notre mission dans le village de Polel Diaoubé s'est déroulé du samedi 15 au lundi 17 avril 2017, suivant le chronogramme détaillé ci-dessous :

- ❖ **Samedi 15 avril** : Arrivée au village et présentation des associés des deux groupements d'intérêt économiques (GIE). Découverte des lieux.
- ❖ **Dimanche 16 avril** : Rencontre avec le responsable de la GIE 1, en charge des programmes avicoles et arboricoles. Après une série d'entretiens, menés auprès des associés, nous nous sommes rendus sur les lieux, afin de visiter le poulailler et la parcelle réservée aux arbres fruitiers. Dans l'après-midi, nous avons pu rencontrer Gaye Ndour, l'infirmière du village au poste de santé.
- ❖ **Lundi 17 avril** : Rencontre avec le responsable et les associés de la GIE numéro 2, qui englobe la pisciculture et le périmètre maraîcher. Suite aux entretiens et à la visite sur le terrain, plusieurs habitants nous ont présenté les projets du village, dont le marché couvert et la barrière végétale, à l'est, ainsi que l'école primaire construite dans les années 60.

Les acteurs et les bénéficiaires principaux avec lesquels nous nous sommes entretenus, en France et au Sénégal, sont mentionnés dans le tableau suivant :

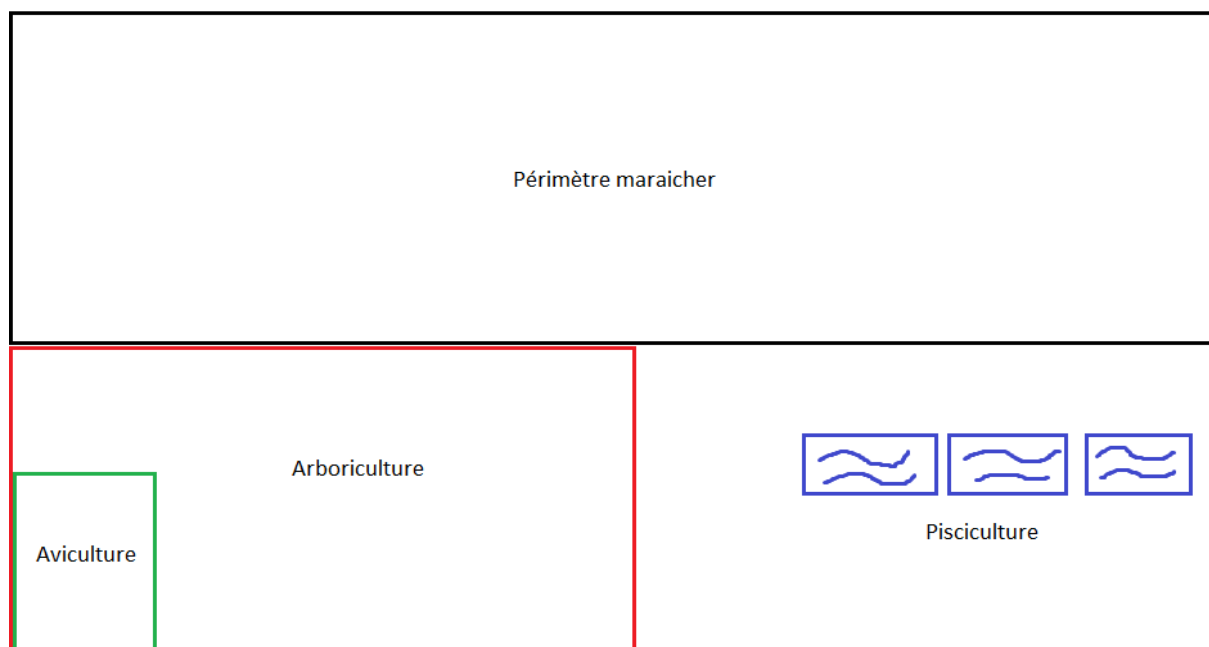
Acteur	Rôle	Contact
Omar Barry	Porteur du projet et président de l'association pour le développement de Polel Diaoubé	mbuuldi@yahoo.fr
Fatimata Dia	Associée du GIE 1	/
Ousmane Dia	Contact local et bénéficiaire	+221 779 73 87 80
Aminata Dia	Associée et trésorière du GIE 1	/
Binta Daouda Sow	Vice-présidente du GIE 1	/
Mamadou Dia	Responsable du GIE 1	/
Ibrahima Mamadou Seck	Responsable du GIE 2	/
Issa Gangué	Secrétaire du maire d'Orkadiere	/
Houraye ndiaye	Associée de la GIE 1	/
Gaye Ndour	Infirmière du village	/
Mamadou Sebou	Associé de la GIE 2	/

En outre, nous avons également pu échanger et nous entretenir avec près d'une vingtaine d'associés et de bénéficiaires lors des trajets entre les différents sites.

Omar Barry et Ousmane Dia ont en outre participé de manière active à l'organisation de notre visite, en amont de la mission.

II] Observations sur le terrain

Organisation spatiale des projets



Les trois programmes se situent au même endroit, permettant à l'ensemble des projets de bénéficier des mêmes infrastructures (stockage, eau...) – Echelle des projets non respectée.

A) Les projets d'aviculture et d'arboriculture

Ces deux programmes, bâtis côte à côte, sont gérés par le même groupement d'intérêt économique. La GIE compte à ce jour 33 associés, dont 17 femmes et 16 hommes, pour trois emplois créés sur le site.

Le projet avicole est fonctionnel, avec déjà trois campagnes de 45 jours menées en 2017, sur les sept prévues d'ici la fin de l'année.

	Nombre initial de poussins	Nombre de poulets vendus
Première campagne	250	204
Seconde campagne	150	138
Troisième campagne	250	214
Total	650	556

Près de 90% de la production est consommée sur place, par les habitants du village. Le reste est vendu sur le marché dominical d'Orkadiere, situé à une dizaine de kilomètres à l'est. Une dynamique commerciale s'est donc mise en place mais le nombre de poulets produits reste encore insuffisant pour pouvoir espérer des recettes importantes.

Le responsable de la GIE, Mamadou Dia, table sur une augmentation de la production de volailles lors des prochaines campagnes, grâce aux températures plus douces à partir du mois de juillet. Les poussins achetés en gros auprès d'un producteur de la région sont ensuite revendus 3000 Francs CFA à l'unité (environ 4€50).



A gauche, le poulailler, parfaitement opérationnel. A droite, les arbres fruitiers, qui peinent à se développer en raison du climat et de l'absence d'eau – CdA, Polel Diaoubé, 2017

Le programme arboricole ne rencontre pas le même succès. Des 500 arbustes plantés fin 2016, seule une trentaine a survécu. En effet, les fortes chaleurs conjuguées à l'absence d'eau ont eu raison de la plupart des citronniers, manguiers, goyaviers et autres pommes du Sahel, des espèces pourtant sélectionnées pour leur robustesse.

En cause, le système de forage, installé à quelques centaines de mètres du périmètre arboricole et très peu utilisé pour des raisons de coût. En effet, le village n'est pas encore raccordé au réseau électrique (cela devrait se faire sous peu, les infrastructures sont en place) et l'équipement doit donc être alimenté en gazoil, ce qui coûte bien trop cher au GIE.

La réalité économique a donc eu raison des premières pousses, reportant les récoltes à 2018, en fonction des arbustes qui seront replantés lors de l'hivernage.

Certaines interactions entre les deux programmes sont également à noter. Leur proximité géographique, tout d'abord, permet d'utiliser de manière efficiente les ressources en eau nécessaires. La fiente de la volaille, ensuite, est utilisée comme compost pour enrichir le sol de la parcelle dédiée à l'arboriculture. Cette dynamique, qui était l'un des sous objectifs inscrits dans le rapport initial du projet, devrait prendre tout son sens lorsque les deux programmes fonctionneront à l'unisson.

Du fait de la taille restreinte du poulailler et de l'échec de la première campagne arboricole, seuls trois employés bénéficient d'une rémunération financière, grâce au travail quotidien effectué sur le site. Le reste des associés, également formés, bénéficient toutefois d'un revenu en nature, grâce aux prix réduits qui leur sont accordés sur l'achat des produits.

B) Le projet de pisciculture

Le projet de pisciculture est le programme ayant commencé le plus tôt. En effet, les deux premières campagnes ont eu lieu en août 2015 et en août 2016, avec une production respectivement de 25 000 (500 kgs) et 30 000 (600 kgs) poissons.

Les trois bassins prévus initialement ont bien été bâtis et permettent de stocker les poissons en fonction de leur taille. L'activité est tenue principalement par des femmes, réunies au sein d'un second groupement d'intérêt économique, englobant également le périmètre maraîcher. Le GIE est en effet composé de 150 associés (contre 300 prévus initialement), dont 113 femmes.

Les 150 personnes impliquées directement dans le projet ont toutes été formées, mais seules 90 d'entre elles participent aux activités sur le site. Le responsable du GIE, Ibrahima Mamadou Seck, espère augmenter la production de poissons dans les années à venir afin de donner un emploi et d'impliquer directement les 150 associés du groupement. Les salaires sont indexés sur la production. Ce qui signifie qu'en période creuse, personne n'est payé, sauf le gardien du site, le pompiste et son assistant (tous membres du GIE), rémunérés par le programme pendant deux ans. Ensuite, Oumar Barry, le porteur du projet, estime que les bénéfices obtenus par la vente de la production permettront de rémunérer l'ensemble des acteurs impliqués.

Malgré la tenue de deux campagnes, le projet fait face à plusieurs difficultés. Le climat, premièrement, qui empêche toute activité pendant près de six mois par an. Le programme ne peut avoir lieu que durant l'hivernage, avec l'arrivée des pluies et le remplissage naturel des bassins et de la mare avoisinante, ou des poissons sont également stockés.

Le manque de chambre froide ou de réfrigérateur, ensuite, qui oblige les salariés à écouler la production rapidement, faisant du poisson un mets de saison alors même que cet aliment est utilisé dans la plupart des plats emblématiques du pays.



Les bassins restent vides durant la période sèche, entre décembre et juin – CdA - 2017

C) L'extension du périmètre maraîcher

L'extension du périmètre maraîcher, portant la surface totale de 10 à 40 hectares cultivables, aménagés et clôturés, a correctement été réalisée. En outre, le réseau goutte à goutte a été étendu, avec l'installation d'une imposante machine d'irrigation, et un forage à faible profondeur a été mis en place sur le site.

Ce dernier, comme nous l'avons détaillé dans la partie « Les projets d'aviculture et d'arboriculture », n'est pas encore exploité, du fait de l'absence de réseau électrique. Le gasoil, trop cher, n'est pas une alternative viable pour le village.

La coopérative qui gère ce projet est la même que pour le programme de pisciculture. Les associés disposent en outre, en marge du périmètre maraîcher, de plusieurs locaux :

- Un bureau, pour gérer les affaires administratives
- Une ombrière de stockage et un magasin de conditionnement

Ce programme, qui dépend très largement de l'irrigation et donc de l'accès à l'eau, n'a pas encore produit la moindre ressource. Le responsable du GIE, Ibrahima Mamadou Seck, espère une première production fin 2017.



Le périmètre maraîcher a été agrandi, aménagé et clôturé. Un système d'irrigation a également été installé – CdA, Polel Diaoubé, 2017

D) Les effets sur la santé, la migration et la vie locale

D'après nos observations, plusieurs enseignements peuvent être tirés concernant l'ensemble des projets.

Les effets sur la santé des habitants, premièrement, sont indéniables. Les chiffres recueillis auprès de l'infirmière du poste de santé révèlent en effet le recul des cas aigus et sévères de malnutrition entre 2014 et 2016, comme le détaille le tableau ci-dessous.

	2014	2016
Janvier	5	1
Février	2	1
Mars	1	1
Avril	0	6
Mai	4	2
Juin	6	5
Juillet	0	7
Août	5	5
Septembre	13	5
Octobre	11	8
Novembre	8	4
Décembre	2	2
Total	57	47

L'écart entre les deux années étudiées pourrait être en réalité plus important que les chiffres indiqués par le tableau.

En effet, les données de 2014 reposent sur l'observation des cas déclarés directement au poste de santé, alors qu'en 2016, l'infirmière a mené une campagne de détection plus « agressive » en faisant le tour des foyers. Selon ses dires, certains patients souffraient de malnutrition mais ne comptaient pas la consulter, ce qui laisse penser que si cette méthode avait été également utilisée en 2014, le nombre de cas déclarés cette année-là aurait été supérieur à celui qui figure dans les registres.

L'autre grand objectif du programme était de lutter contre la migration des forces vives du village vers des pôles économiques plus prospères, au Sénégal ou à l'étranger.

Bien qu'aucun chiffre ne soit disponible, le cabinet du maire de la commune d'Orkadiere, où se trouve le village, affirme que le phénomène a été endigué.

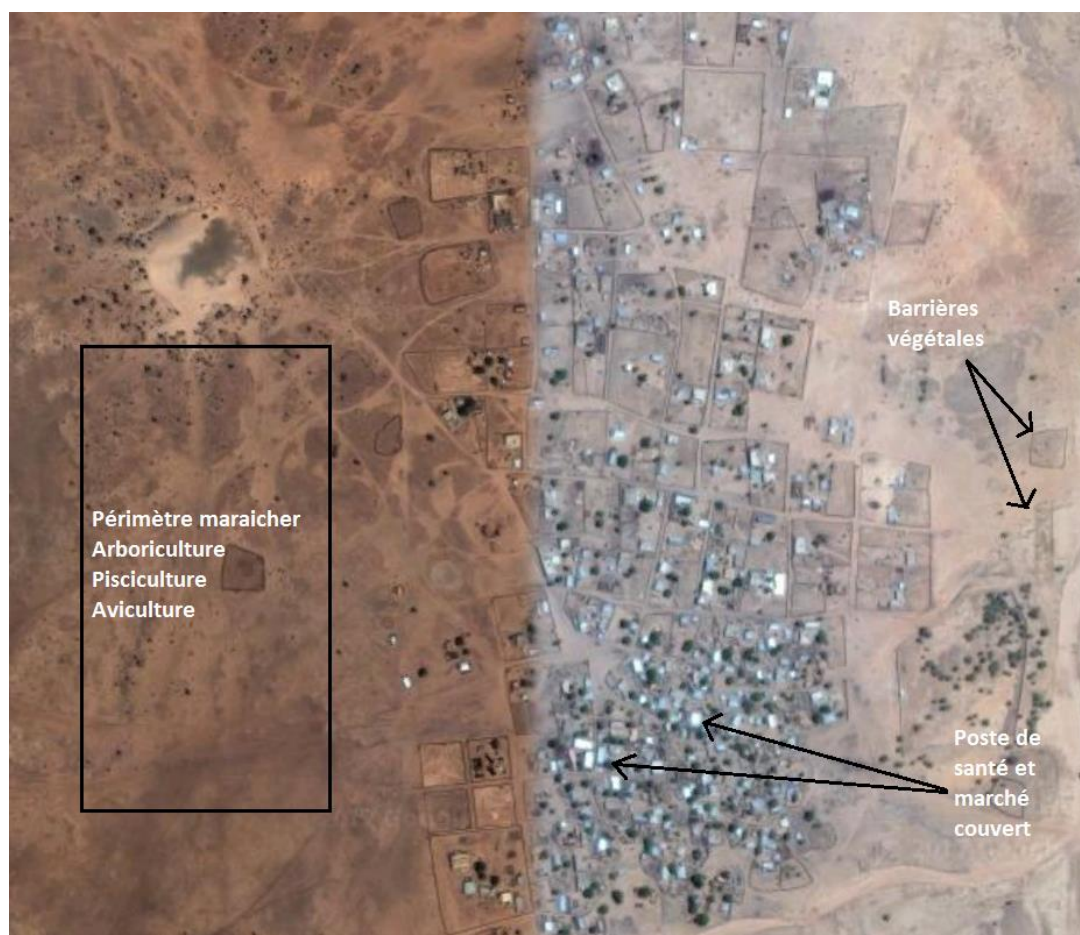
A Polel Diaoubé, les habitants sont du même avis. Le développement de plusieurs activités permettrait de briser d'éventuelles vellétés de départ et certaines personnes, surnommées « les voyageurs », sont même revenues au village. C'est le cas notamment du responsable du groupement d'intérêt économique englobant les programmes d'arboriculture et d'aviculture, Mamadou Dia, qui est revenu de Côte d'Ivoire pour prendre un poste à responsabilité sur sa terre natale, ou encore de Mamadou Sebou, dont la légende raconte qu'il aurait visité et travaillé dans près de 50 pays au cours de ses pérégrinations (ce que le principal intéressé réfute, avançant plutôt le chiffre tout de même conséquent de 16 états, principalement en Afrique).

Ces observations ne se basent toutefois que sur le ressenti des autorités locales et des habitants du village, et non sur données chiffrées.

Ce programme de développement suscite en tous cas un réel engouement auprès de la population du village.

En effet, les activités créées depuis 2015 sont au cœur des discussions et ont permis aux habitants de diversifier leur alimentation et d'avoir, pour certains, une activité rémunératrice. Cette adhésion collective est un levier efficace et permet à l'ensemble de la communauté de développer plusieurs projets en parallèle.

En effet, outre les programmes liés à l'agriculture et objets de cette évaluation, le village s'est vu doté d'un poste de santé, d'un marché couvert et d'une barrière végétale, qui s'agrandit année après année et vise à lutter contre la désertification du territoire.



Répartition spatiale des différents projets du village. (Google Earth, 2017)

Edgar Tohouegnon, le responsable de la maison des Yvelines, un établissement qui permet au département d'avoir un point d'appui dans la région, confirme d'ailleurs la réactivité et le dynamisme du village. Un contraste saisissant apparaît aujourd'hui entre Polel Diaoubé et ses voisins, qui ne bénéficient pas ou peu de la coopération décentralisée. Cela montre que la détermination et la motivation de certains acteurs clés sur le terrain peuvent être déterminantes dans la réussite puis la pérennité des projets.

III] Présentation et analyse des critères d'évaluation et des indicateurs

A) Présentation des critères d'évaluation

Le tableau ci-dessous présente les critères d'évaluation que doit respecter notre évaluation.

Critère d'évaluation	Indicateurs	Source de vérification
Pertinence	❖ Evolution de l'alimentation ❖ Accès à l'eau pour l'agriculture ❖ Accès à l'électricité	- Enquêtes - Visite sur le terrain - Observation - Questionnaires
Cohérence	❖ Interaction entre les GIE et les différents programmes	- Registre des GIE - Entretiens
Efficacité	❖ Nombre de femmes ayant une activité rémunérée ❖ Nombre d'emplois créés ❖ Présence et bon fonctionnement des équipements installés	- Enquêtes - Visite sur le terrain - Entretiens
Efficiencia	❖ Les dépenses sont conformes au budget annoncé	- Factures - Rapport initial - Observations

B) Analyse des indicateurs

1) Pertinence

La pertinence mesure tout le degré de satisfaction entre les objectifs des programmes mis en place et les attentes des bénéficiaires du territoire cible. Cette partie de l'analyse sera ainsi basée en partie sur des indicateurs non chiffrés, tenant de la perception générale et/ou particulière des bénéficiaires interrogés.

L'évolution de l'alimentation est une donnée difficilement quantifiable, et repose en partie sur les entretiens menés auprès des bénéficiaires.

Selon eux, ils disposent aujourd'hui d'une alimentation plus variée. En effet, la production locale de poulets et de poissons a permis à l'ensemble du village de consommer ces aliments, qui étaient jusqu'alors plutôt onéreux. En outre, les villageois sont moins amenés à se rendre à la ville voisine, Orkadiere, pour faire leurs courses, permettant une certaine économie de temps et d'argent, et l'indépendance du village vis-à-vis de l'extérieur.

Cet indicateur est pertinent vis-à-vis de l'objectif du millénaire pour le développement numéro un : réduire la pauvreté et la faim, mais aussi vis-à-vis de programmes nationaux et sectoriels visant à combattre la malnutrition.

L'accès à l'eau pour l'agriculture est un indicateur relevant également du premier objectif du millénaire pour le développement, mais aussi du Plan Sénégal Emergent, qui vise à promouvoir et à développer les pratiques agricoles modernes au sein du pays. A Polel Diaoubé, l'accès à l'eau a été rendu possible sur le site grâce à l'installation d'une station de forage. L'absence d'électricité, toutefois, rend l'utilisation de cet équipement trop cher pour les GIE du village. Les bénéficiaires peuvent en effet utiliser du gasoil, mais cela revient à payer le mètre cube d'eau à 400 Francs CFA, contre 200 Francs CFA lors d'une extraction réalisée grâce au réseau électrique.

L'accès à l'électricité, pertinent vis-à-vis de l'OMD numéro 8, qui préconise en outre le déploiement de réseaux et l'usage des technologies dans les régions les plus pauvres, et des différentes politiques sectorielles engagées depuis plusieurs décennies concernant l'électrification des zones reculées, est l'une des faiblesses du projet. En effet, le village est raccordé au réseau public, avec la présence visible de nombreux piliers sur le site, mais le courant ne circule pas. Cela engendre un problème en termes de coût, et empêche notamment l'utilisation efficiente des systèmes liés à l'extraction et à l'arrosage des parcelles. Ce problème relève de la responsabilité des collectivités locales, qui semblent repousser la date d'arrivée de l'électricité au sein du village, alors même que cette dernière aurait dû être disponible dès le déploiement du projet.

2) Cohérence

La cohérence s'intéresse à la relation entre les différents partis (du porteur de projet aux bénéficiaires, en passant par les partenaires financiers) et à la bonne application des valeurs promulguées par le projet, depuis la communication jusqu'à son application effective sur le terrain. Il faut également éviter que les différentes structures opérant sur une même opération ne se court-circuitent, en favorisant la notion de complémentarité.

L'interaction entre les GIE et les différents programmes a pu être vérifié, avec notamment l'organisation spatiale du site, qui permet aux différents projets de bénéficier des mêmes

installations, mais aussi la diversité des produits proposés par les deux GIE, évitant *de facto* un phénomène de concurrence entre les deux structures. Les déchets de certains projets peuvent être réemployés sur d'autres parcelles, à l'image des fientes récoltées dans le poulailler, transformées en compost afin d'enrichir la parcelle de terre réservée à l'arboriculture.

3) L'efficacité

L'efficacité décrit la réalisation des objectifs, en calculant l'écart (s'il existe) entre ce qui a été prévu à l'origine et les résultats atteints.

Ce critère d'évaluation est sans doute le plus simple à analyser, car il repose sur une comparaison entre les objectifs initiaux et la réalisation effective, et ce à travers le prisme d'indicateurs facilement chiffrables.

Le nombre de femmes ayant une activité rémunératrice s'élève pour le moment à 64, dont 63 travaillant pour le compte du GIE relatif au périmètre maraicher et à la pisciculture, et une pour le second GIE, englobant les projets d'aviculture et d'arboriculture. Ce chiffre devrait s'élever dans les années à venir, lorsque les 2 programmes dépendant de l'irrigation seront correctement alimentés en eau.

Le nombre d'emplois créés s'élève à 93, 90 pour le seul GIE relatif au périmètre maraicher et à la pisciculture, et 3 pour le second GIE, Dental Bam Tare.

La présence et le bon fonctionnement des équipements installés a pu être vérifié sur place, avec l'extension effective du périmètre maraicher, aménagé et clôturé, et du réseau goutte-à-goutte, la construction du poulailler, du forage, des bassins pour les poissons et des bâtiments administratifs et de stockage, ou encore la création du périmètre arboricole.

Ce dernier, tout comme le périmètre maraicher, ne sont toutefois pas en phase de production, en raison des problèmes liés à l'eau et des fortes chaleurs. En résumé, les équipements annoncés ont bien été réalisés mais tous ne fonctionnent pas correctement. L'arrivée prochaine de l'électricité au village devrait toutefois résoudre les problèmes liés au manque d'irrigation.

4) L'efficience

L'efficience concerne l'utilisation rationnelle des moyens mis à disposition. En d'autres termes, la recherche constante de la solution économique la plus avantageuse.

Les dépenses sont conformes au budget annoncé. Cet indicateur a pu être vérifié grâce aux factures fournies par Oumar Barry, le responsable de l'association pour le développement du village de Polel Diaoubé. Les factures récupérées concernent notamment le matériel et les coûts de formation des différents programmes.

Une interaction existe entre les différents projets, notamment grâce à la répartition spatiale des programmes. Tous sont situés sur le même espace, permettant de mutualiser le matériel, le système de forage et d'irrigation. Les fientes récoltées dans le poulailler sont également utilisées comme compost afin d'enrichir la parcelle de terre réservée à l'arboriculture.

5) La pérennité

Malgré les problèmes liés à l'eau, le projet semble être pérenne sur le long terme. En effet, deux programmes, à savoir l'aviculture et la pisciculture, ont d'ores et déjà été au cœur de plusieurs campagnes. Les programmes relatifs au périmètre maraîcher et à l'arboriculture, s'ils n'ont pas encore permis la moindre production, disposent toutefois d'équipements fonctionnels. Les différents programmes ont également été largement appropriés par les différents bénéficiaires, grâce notamment à la création des GIE, qui permettent de mobiliser et d'intégrer un grand nombre de villageois.

Ce problème lié à l'électricité ne semble pas être un problème de cohérence dans la conception du projet. En effet, l'électricité était attendue bien plus tôt mais les retards d'approvisionnement, imputables aux autorités locales, ont mis à mal le lancement des deux programmes susmentionnés.

Les objectifs de l'association pour le développement du village de Polel Diaoubé restent clairs : le chiffre d'affaire qui sera généré lorsque les quatre programmes seront opérationnels permettra de rémunérer les bénéficiaires directs et d'amener l'ensemble du village vers une certaine indépendance alimentaire.

6) Cadre logique du projet

Finalité globale : Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et développer l'activité économique						
Objectifs	Résultats attendus	Résultats observés	Indicateurs	Activités	Moyens	Constat
Améliorer les revenus et les conditions de vie des femmes rurales en vue de leur autonomisation	Favoriser l'émancipation des femmes en développant l'activité économique	130 femmes sont associées au GIE et 64 d'entre elles ont un revenu financier	Nombre de femmes ayant une activité rémunératrice, nombre de femmes associées aux GIE	Formation des femmes bénéficiaires	352 999 € Dont 338 263 € dépensés dans l'aménagement des différents équipements et dans les investissements immobiliers ou encore 10 596€ dans les formations et la sensibilisation auprès de la population	Objectif atteint , avec l'implication de nombreuses femmes du village dans les projets
Renforcer et diversifier les revenus des membres des GIE par l'intégration de plusieurs types de cultures, tout en renforçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux vulnérables	Développer les différents types de culture Former les bénéficiaires Lutter contre le phénomène de migration Lutter contre la malnutrition Enrichir l'alimentation des habitants du village	Les quatre programmes sont mis en place et deux sont fonctionnels Les bénéficiaires sont formés La migration est en baisse et certains villageois reviennent au village La malnutrition recule sur les trois dernières années Les habitants mangent plus de viande et de poisson	Présence et fonctionnement des équipements Nombre d'emplois créés, nombre d'associés au sein des GIE Nombre de départs et d'arrivées Nombre de cas aigus ou sévères de malnutrition Evolution de l'alimentation	Formation des bénéficiaires Construction et installation des équipements Plantation des arbres fruitiers Achat de poussins et d'alevins		Objectif atteint. L'activité économique engendrée par les projets semblent endiguer le phénomène de migration grâce à la création de plusieurs emplois, et la diversification de l'alimentation permet également de lutter contre la malnutrition

7) Conclusion et recommandations

Les objectifs du projet ont tous été partiellement ou complètement atteints, avec également une marge de progression vis-à-vis du nombre de femmes à qui le projet bénéficie ou encore le tonnage de la production, qui devrait augmenter dans les années à venir avec le lancement effectif des deux derniers programmes.

Les projets, définis de concert avec la population, sont parfaitement intégrés au village et un jeu de dynamiques s'est naturellement mis en place entre les différents programmes. Les points d'appuis, à savoir les responsables des groupements d'intérêt économique et leur équipe, se sentent investis et l'ensemble de la population est satisfaite d'avoir une source de nourriture à proximité de leurs foyers.

Le programme met le village et ses habitants sur la voie de l'indépendance en matière de produits alimentaires et a également permis de réduire les cas de malnutrition et le phénomène d'exode rural.

L'arrivée de l'électricité au village, courant juillet selon les estimations de la mairie, devrait permettre à l'ensemble du projet de fonctionner, après des retards et les pertes de production en fruits et légumes.

La plupart des associés ont souligné l'absence de chambres froides ou de réfrigérateurs pour conserver les poulets et les poissons. La chaleur de cette région accélère en effet la décomposition de la matière organique et présente également un risque pour les animaux. Cet investissement semble être nécessaire pour assurer la pérennité du projet.



Des membres du GIE Dental Bam Tare, des enfants et Nacer Kacete devant le poulailler – CdA, Polel Diaoubé, 2017

IV] Tableau de bonne gestion du projet et Charte yvelinoise

Le tableau ci-dessous liste les trois principaux objectifs du programme, comme définis dans le pré-rapport de mission livré en mars 2017.

Il permet notamment d'observer l'évolution des objectifs étape par étape et de dresser des conclusions générales grâce à l'écart, s'il existe, entre le rapport final et la visite sur le terrain que nous avons effectuée.

Le développement économique du village de Polel Diaoubé				
	Dossier initial	Rapport final	Visite de terrain	Écart entre le rapport final / visite terrain
Donner une activité aux femmes	Permettre aux femmes d'avoir une activité économique	Les GIE sont composés d'une majorité d'associées	Les GIE comptent 130 associées et 64 ont une activité rémunératrice	Objectif atteint
Renforcer et diversifier les revenus de la population via la création de plusieurs projets	Création de quatre programmes : aviculture, arboriculture, pisciculture et extension du périmètre maraîcher	Les équipements ont été installés et les programmes ont commencé	Les équipements sont installés mais seuls deux programmes ont débuté	Objectif partiellement atteint (tous les projets ont été créés mais seuls deux d'entre eux ont débuté réellement)
Renforcer la sécurité alimentaire en intensifiant et en diversifiant les sources de production	Elargir l'offre de nourriture au sein même du village	Pas de donnée sur l'alimentation dans les bilans du projet	Les villageois ont un accès facilité au poisson et au poulet, en attendant la mise en route des projets axés sur la production de fruits et de légumes	Objectif partiellement atteint (En attendant la production des deux autres programmes)
Empêcher l'exode rural et l'immigration des forces vives	Empêcher l'exode rural grâce au développement de l'activité économique	Pas de donnée sur la migration dans les bilans du projet	Pas de données chiffrées disponibles, mais les entretiens avec les habitants et les représentants locaux indiquent un recul visible de la migration	Objectif atteint selon nos observations, mais inchiffrable

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
1- Connaître l'environnement					
La conception du projet a-t-elle tenu compte des documents nationaux de politique sectorielle ?	X				L'achat des terrains et la construction des équipements en tient compte
Le projet a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?				X	
L'acteur yvelinois a-t-il tenu compte des habitudes et comportements locaux dans la conception du projet ?	X				Oui, grâce à une grande connaissance du terrain
2- Clarifier le besoin					
Le besoin auquel le projet répond vous paraît-il clairement établi et pertinent ?	X				Favoriser l'activité économique, lutter contre la malnutrition et les migrations
Les bénéficiaires directs ont-ils été bien identifiés au départ ?	X				L'ensemble des villageois
Ces bénéficiaires directs ont-ils été consultés dans la conception du projet ?	X				Le porteur de projet est un ancien villageois et a consulté ses pairs
3- Proposer un service					
Les coûts de fonctionnement et de maintenance du projet ont-ils été pris en compte dans le cadre de la conception du projet ?			X		Problème d'eau et d'électricité
Le financement des coûts de fonctionnement du projet est-il bien intégré et permet-il un fonctionnement adéquat ?			X		
Le gestionnaire du projet à l'issue de l'intervention de l'acteur yvelinois est-il bien identifié ?	X				Deux GIE ont été créés et les responsables sont identifiés

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
4- Adapter la réponse					
Le coût de fonctionnement du projet vous paraît-il adapté aux capacités contributives locales ?			X		L'accès à l'eau n'a pas été correctement géré dans le dossier initial
Selon vous, existait-il d'autres façons de répondre au besoin ? Si oui, ces façons ont-elles été étudiées ?				X	
5- Partager les responsabilités					
Les rapports entre l'acteur yvelinois et le gestionnaire local ont-ils été définis clairement et précisément dans une convention ?	X				Cela a été facilité par la grande connaissance du terrain du porteur de projet
Les responsabilités du gestionnaire local vous semblent-elles claires ?	X				Les responsabilités sont claires et définies
Si d'autres intervenants ont des responsabilités dans la mise en œuvre du projet, leur rôle vous paraît-il correctement défini ?				X	
6- S'appuyer sur les ressources humaines					
Les compétences techniques du gestionnaire vous semblent-elles correspondre aux responsabilités qu'il exerce ?	X				Les gestionnaires ont été correctement formés aux techniques nécessaires
Les actions de formation prévues dans le projet ont-elles été suffisantes ?	X				Les formations prévues ont été suffisantes
La sensibilisation des bénéficiaires vous paraît-elle suffisante ?	X				L'ensemble des bénéficiaires et des villageois y sont sensibilisés
7- Respecter les autorités					
Le projet a-t-il obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires ?	X				Tout a été fait dans les règles, conjointement avec les autorités locales, dont la mairie d'Orkadiere
Les autorités locales ont-elles été correctement associées à la mise en œuvre du	X				

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
8- Savoir innover					
Les technologies nouvelles introduites par le projet vous semblent-elles maîtrisées par le gestionnaire local ?	X				Les formations ont été efficaces à ce sujet
La modification des comportements sociaux induite chez les bénéficiaires par le projet vous semble-t-elle durable ?	X				Les bénéficiaires sont très impliqués et soucieux de bien faire. La modification des comportements semble durable
9- Renforcer l'impact local					
Les achats ont-ils été réalisés auprès des fournisseurs locaux ?			X		Les semences et les animaux sont notamment achetés localement
La valorisation du projet auprès des populations vous semble-t-elle avoir été faite de façon appropriée ?	X				Le projet rencontre un écho très positif auprès de la population
10- Réunir les conditions préalables					
Les titres de propriété sur les terrains et les infrastructures vous semblent-ils correctement établis ?	X				Les titres de propriété ont été acquis de manière légale auprès de la mairie d'Orkadiere
Les contributions locales attendues pour le financement du projet ont-elles bien été mobilisées ?	X				
11- Gérer avec rigueur					
Avez-vous pu consulter la comptabilité spécifique au projet ?		X			Les factures ne nous sont pas parvenues
Le gestionnaire local tient-il aujourd'hui une comptabilité claire et séparée ?	X				Le gestionnaire local n'a pas d'emprise sur les factures liées au projet mais gère de manière claire la comptabilité, et les justificatifs présentés semblent adéquats
Les justificatifs que vous avez pu consulter vous semblent-ils adéquats et sont-ils correctement archivés ?			X		
12- Valider la pérennité					
L'acteur yvelinois est-il revenu sur le terrain à l'issue du projet pour en faire le bilan ?	X				Oui, en 2016
Les conditions de pérennisation de ce projet vous paraissent-elles réunies ?			X		La question de l'électricité doit être réglée

ANNEXES

Documentation du projet :

Documents techniques :

- ❖ La Convention de partenariat entre l'YCID et le CEMOTEV
- ❖ L'annexe financière de la Convention de partenariat entre l'YCID et le CEMOTEV
- ❖ La lettre de consultation
- ❖ L'avis d'appel public à la concurrence
- ❖ Le cahier des clauses administratives et techniques
- ❖ Le guide explicatif de la Charte yvelinoise pour la qualité des projets de coopération internationale

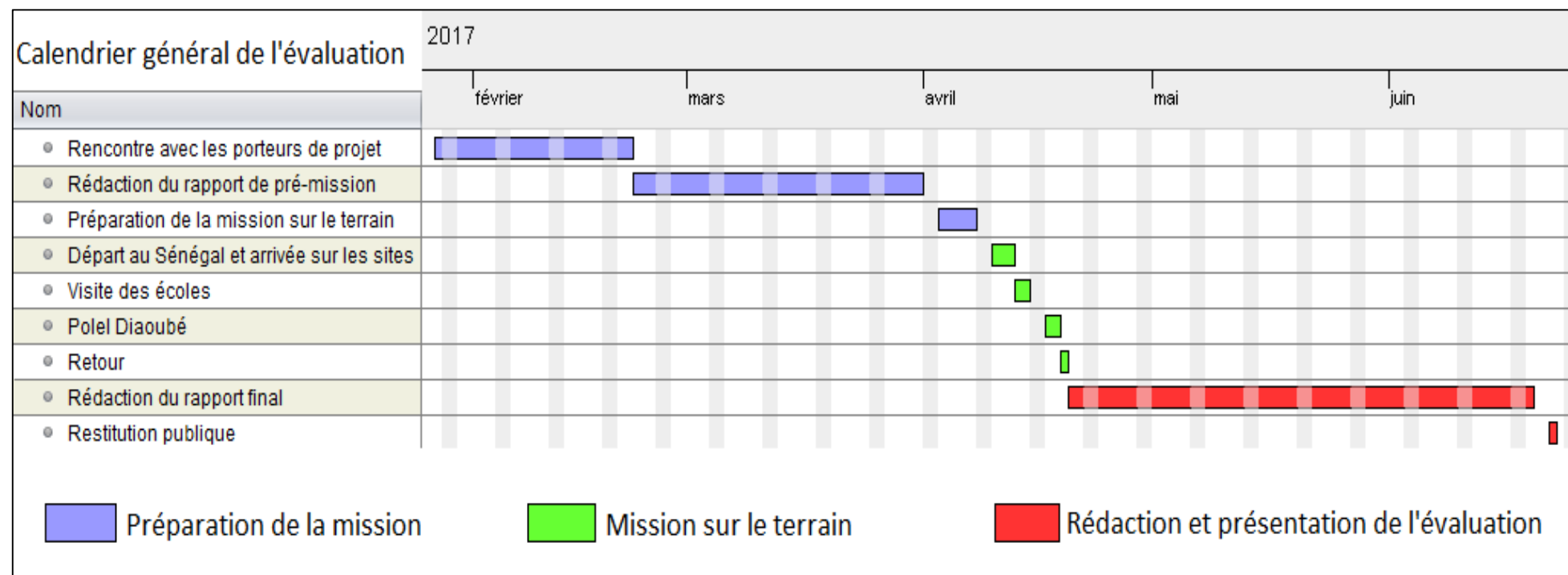
Documents relatifs au projet des TNI :

- ❖ Le rapport final d'activités, déposé par la ville de Mantes-la Jolie
- ❖ La convention triennale de partenariat entre le Département des Yvelines et la commune de Mantes-la-Jolie
- ❖ Le rapport d'activités de l'association pour la promotion de l'éducation numérique pour tous (APENT)
- ❖ Le bilan qualitatif du projet
- ❖ Le rapport d'évaluation de KAFROUNI Rajwane et de TAMBILA Yempabe, deux étudiants du Master 2 ETADD de l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui ont travaillé sur ce projet en 2016 mais n'ont pu se rendre sur le terrain.
- ❖ Les factures du matériel : facture onduleur, factures Maskott, facture 503 maskott, facture CdiscountPro

Documents relatifs au projet de développement de Polel Diaoubé

- ❖ Les trois conventions de partenariat entre le département des Yvelines et l'association pour le développement du village de Polel Diaoubé
- ❖ Les registres des GIE du village et du poste de santé
- ❖ Les formulaires pour la demande de partenariat
- ❖ Les bilans des trois programme

Calendrier général de l'évaluation



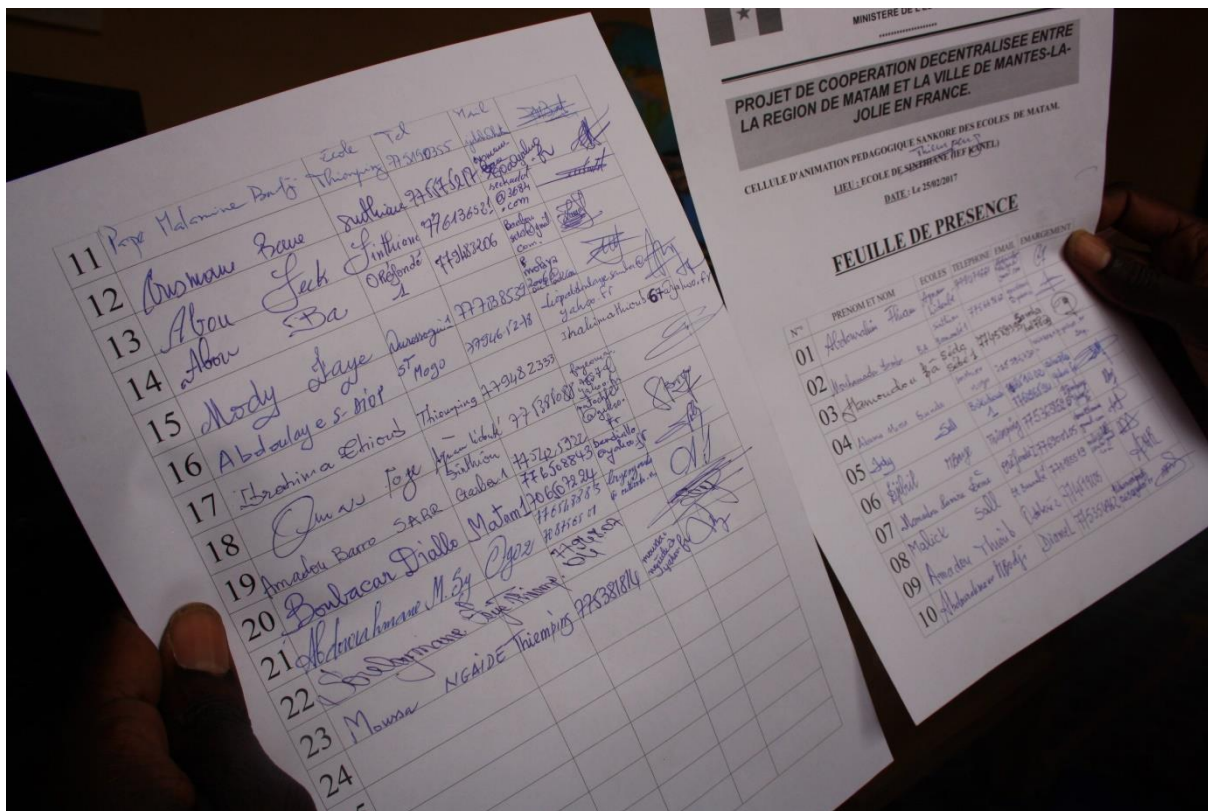
Photos de la mission :



Kit Sankoré à l'école d'Agnam Lidoubé



La cour de l'école d'Agnam Lidoubé et son directeur, Omar Faye



Omar Faye conserve les feuilles de présence des réunions de formation qu'il organise



Les élèves de Sinthiou Garba, peu avant la sortie des cours



Les associés du GIE Dental Bamtaare, lors des entretiens



Les sacs de graines pour les volailles sont entreposés à l'extérieur du poulailler



L'entrée du périmètre maraîcher, avec les bâtiments administratifs, les espaces de stockage et le système de forage



Le système de forage, qui alimentera en eau l'ensemble des projets agricoles

Questionnaires :

La partie qui suit est une liste non exhaustive des questions qui seront posées lors des entretiens, dans la région de Matam. Ces questions sont orientées afin d'obtenir des informations concernant la cohérence, l'efficacité, la pertinence l'efficacité mais aussi la pérennité des projets.

Projet des TNI dans les écoles

Questions à poser aux professeurs :

- Quelle matière enseignez-vous ?
- Disposez-vous d'un ordinateur personnel ?
- Disposez-vous d'une connexion à internet ?
- Utilisez-vous internet au sein de l'école ?
- Utilisez-vous un ordinateur pour préparer vos cours ?
- Savez-vous utiliser un logiciel de traitement de texte ?
- Savez-vous naviguer sur internet ?
- Avez-vous une adresse électronique ?
- Qu'avez-vous retenu de la formation ?
- Combien d'heures de formation avez-vous suivi ?
- Existe-t-il un suivi (en cas de questionnements de votre part) ?
- Quand avez-vous eu la formation ?
- Cette formation était-elle suffisante ?
- Quels sont les avantages des tableaux interactifs ? (Évolution de la pédagogie) ?
- Modification du comportement des élèves ?
- Les kits Sankoré sont-ils adaptés ?
- De quels outils supplémentaires auriez-vous besoin ?
- Existait-il une certaine attente vis à vis de cette technologie avant son installation ?
- Existait-il un besoin vis à vis de cette technologie ?
- Êtes-vous en contact avec des professeurs de Dakar ?
- Êtes-vous en contact avec des professeurs français ?
- A quelle période ont eu lieu ces échanges ?
- Souhaitez-vous étendre la coopération ? La formation ?

Questions à poser aux directeurs :

- Le déploiement des TIC a-t-il eu l'effet escompté ?
- Comment se sont passés les séances de formation ?
- Qu'est-ce que cela a apporté ?
- Qui s'occupe de la maintenance des appareils ?
- Avez-vous rencontré des problèmes techniques (coupure de courant, pannes...) ?
- Si oui, ces problèmes ont-ils été réglés efficacement ?

- Organisez-vous des réunions autour des TIC avec les professeurs ?
- Recommanderiez-vous cette technologie aux directeurs d'autres écoles de la région ?
- De quels outils supplémentaires auriez-vous besoin ?
- Quel accueil l'implantation des TIC a-t-il reçu auprès des enfants, des familles et des professeurs ?
- Avez-vous plus d'élèves inscrits qu'avant ?
- Où sont situés les équipements ?
- Sont-ils accessibles à tout le monde ?
- La mise en place des TIC a-t-elle permis l'accroissement des effectifs ?
- Voyez-vous une différence entre les deux types d'enseignement. Est-ce tangible ?

Questions à poser à Omar Faye :

- Le réseau d'écoles équipées couvre-t-il bien le territoire ?
- Des résistances face à ce projet ont-elles été rencontrées lors de sa mise en place ?
- Le budget est-il suffisant ?
- Le budget est-il adapté année par année ?

Questions à poser aux enfants :

- Le tableau interactif rend-il les cours plus intéressants ?
- Avez-vous appris à vous servir d'un ordinateur ?
- Avez-vous accès à internet ?
- Quel usage en avez-vous au sein de l'école ?
- L'intégration des TIC dans votre école a-t-elle eu un impact sur votre présence en cours ?
- Cela a-t-il eu un impact sur vos notes ?
- Quel âge avez-vous ?
- De quel village venez-vous ?

Questions à poser aux parents

- Pensez-vous que les TIC auront un impact sur la scolarité de vos enfants ? Sur leur futur ?
- Depuis les TIC, les enfants sont-ils plus motivés ?
- Est-ce un sujet de discussion à la maison ?

Projet du développement du village de Polel Diaoubé

Emplois

- D'autres emplois ont-ils été créés ?
- Les revenus (préciser le type de revenu, monétaire ou en nature) ont-ils augmenté ?
- Le taux d'activité des femmes a-t-il augmenté ?
- Ces femmes ont-elles des enfants ? Si oui, combien ?
- Les enfants viennent-ils sur place, au travail ?
- Les enfants sont-ils scolarisés ? Travaillent-ils ?
- Y'a-t-il une interaction entre les projets ?
- Ces derniers sont-ils gérés par différentes communautés ?
- Quelle organisation a été adoptée ?
- Qui gère les projets ?
- Qu'est ce qui a changé dans la vie ?
- Les relations dans la communauté ont t-elles changé ?
- Est-ce qu'on échange les produits ou est-ce qu'on les met en vente ?
- Comment commercialisez-vous les produits ?
- Peut-on dégager des surplus de production ?
- Comment le chef du village voit ça ?
- Le projet va-t-il en progressant ? Ça stagne ? Pourquoi ? Comment faire évoluer ça ?
- Ce projet a-t'il créé des emplois indirects ?

Sécurité alimentaire

- L'alimentation (classifier par projet) a-t-elle changé ?
- Est-elle plus variée qu'avant ?
- Qu'est ce qui a changé au niveau de la nourriture ?
- Qu'achetiez-vous comme nourriture avant ? Que n'achetez-vous plus ?
- Les récoltes sont-elles suffisantes ?

Migrations

- Y'a t-il moins de départs du village ?
- Qu'est ce qui poussait les personnes à partir ?
- De quoi le village a besoin pour être plus attractif ?